

Saumur Agglopropreté

201, boulevard Jean Moulin

BP 90036

49401 SAUMUR Cedex

02 41 50 44 67

accueil@agglopropre49.fr

L RAPPORT DE GESTION

incluant le rapport sur le
gouvernement d'entreprise

Exercice
du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019

SOMMAIRE

Partie 1. La vie de la société.....	4
1. <i>Rapport sur le gouvernement de l'entreprise</i>	<i>4</i>
1.1. La gouvernance et les mandataires sociaux.....	4
1.2. Les mandataires sociaux.....	4
1.3. Les conventions réglementées.....	5
2. <i>La vie sociale.....</i>	<i>6</i>
2.1. L'Actionnariat.....	6
2.2. Conseils d'Administration et Assemblée générale.....	7
2.3. Comité d'étude en charge de la commande publique - Adoption d'un guide des procédures d'achat.....	7
2.4. Les commissaires aux comptes	8
2.5. Les contrôles externes	8
3. <i>Le personnel de la société</i>	<i>9</i>
3.1. Effectif et mouvements de personnel.....	9
3.2. Organigramme.....	10
3.3. nombre de contrat et turn-over.....	12
3.4. Moyenne d'âge et ancienneté	13
3.5. Intérim.....	14
3.6. Rémunération	15
3.7. Dialogue social	16
3.8. Politique de santé – Sécurité au travail.....	16
3.9. Absences	19
3.10. Plan de formation.....	19
4. <i>Les locaux de l'entreprise</i>	<i>21</i>
Partie 2. La présentation des comptes annuels.....	23
1. <i>Principaux chiffres.....</i>	<i>23</i>
2. <i>Analyse du bilan.....</i>	<i>24</i>
2.1. Détail actif - passif	24
2.2. Principaux ratios du bilan	25
2.3. Situation de la trésorerie	26
3. <i>Analyse du compte de résultat.....</i>	<i>26</i>
3.1. Le résultat d'exploitation.....	28
3.2. Le résultat exceptionnel	34
3.3. Le résultat financier	34
4. <i>Le calcul de l'impôSITION DE LA société</i>	<i>36</i>
5. <i>Les soldes intermédiaires de gestion</i>	<i>36</i>

5.1. La valeur ajoutée produite.....	36
5.2. L'excédent brut d'exploitation.....	36
6. <i>Dettes auprès des établissements de crédit.....</i>	<i>36</i>
7. <i>Informations sur le solde des dettes fournisseurs de l'exercice</i>	<i>37</i>
Partie 3. L'activité opérationnelle de l'exercice écoulé	39
1. <i>ELEMENTS DE SYNTHESE</i>	<i>39</i>
2. <i>Certification et labellisation</i>	<i>40</i>
3. <i>Les évolutions du contrat d'obligation de service public</i>	<i>41</i>
4. <i>Insertion.....</i>	<i>42</i>
5. <i>le mécénat.....</i>	<i>42</i>
6. <i>Evènements intervenus depuis la clôture de l'exercice.....</i>	<i>42</i>

Partie 1. LA VIE DE LA SOCIETE

1. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT DE L'ENTREPRISE

1.1. LA GOUVERNANCE ET LES MANDATAIRES SOCIAUX

La société est administrée par un Conseil d'administration.

Par délibération en date du 27 mai 2014, le Conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

Suite au renouvellement des représentants de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire lors du Conseil communautaire du 2 février 2017, M. Jean-Marcel Supiot a été désigné pour assurer la fonction de Président de la société par délibération du Conseil d'administration du 12 avril 2017, pour la durée restante de son mandat d'élu.

La Directrice générale, Mme. Aurélie Kaminski, est arrivée le 1^{er} octobre 2014 et a été désignée par délibération du Conseil d'administration du 19 novembre 2014, pour une durée illimitée.

Le Conseil d'administration du 22 juillet 2016 a pris une décision modifiant les limitations de pouvoir de la Directrice générale, liées au statut d'entreprise publique de la société :

- Signature des dossiers d'emprunt par le Président, après validation en Conseil d'administration ;
- Achat et crédit-bail de plus de 25 000 € HT soumis à l'accord préalable du Conseil d'administration ;
- Placement financier soumis à l'accord préalable du Conseil d'administration, sauf placement sans risque et à court terme.

1.2. LES MANDATAIRES SOCIAUX

Le tableau récapitule les différents mandats ou fonctions exercées par les différents mandataires sociaux dans d'autres sociétés.

NOM	FONCTIONS	REMUNERATION ET AVANTAGES	MANDAT EXERCE DANS UNE AUTRE SOCIETE	
M. Jean-Marcel Supiot	Président	Néant	Néant	
Mme. Aurélie Kaminski	Directrice générale	62 308 € brut annuel + Voiture de fonction	Depuis le 19 novembre 2014	Directrice générale – SémA-E

1.3. LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

A. LES CONVENTIONS AUTORISEES PAR LE CA EN 2019

Huit conventions réglementées nouvelles ont été autorisées en Conseil d'administration durant l'année 2019 :

- le contrat de quasi-régie 2020 avec la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets et assimilés de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour un montant annuel de 7 000 000 € HT pour une période de 5 ans éventuellement renouvelable 1 an ;
- le marché de gestion du centre de transfert de Bellevue. Celui-ci a été attribué à la SEMA-E pour un montant de 2 788 728 € HT pour une période 5 ans éventuellement renouvelable 1 an ;
- l'avenant n°1 à la convention 01/2016 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du centre d'environnement de Bellevue – Saint Lambert des Levées ;
- l'avenant n°2 à la convention 02/2016 fixant les modalités de remboursement par la SPL Saumur Agglopropreté des charges supportées par la SEMA-E relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet et son avenant ;
- l'avenant n°2 à la convention 03/2016 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet et son avenant ;
- la convention 2020/01 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du centre d'environnement de Bellevue – Saint Lambert des Levées ;
- la convention 2020/02 fixant les modalités de remboursement par la SPL Saumur Agglopropreté des charges supportées par la SEMA-E relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet ;
- la convention 2020/03 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet.

Il conviendra à l'Assemblée Générale d'approuver le rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L225-38 du Code de Commerce.

Information sur les conventions conclues par une filiale de la SPL Saumur Agglopropreté avec un mandataire social ou un actionnaire significatif de la SPL Saumur Agglopropreté :

Le rapport de gestion doit mentionner les conventions (sauf celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales) intervenues entre un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société mère et une de ses filiales détenues à plus de 50%.

Aucune convention répondant à ces critères n'est conclue.

B. LES CONVENTIONS COURANTES

Saumur Agglopropreté effectue des prestations de balayage pour le compte de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL). Le prix pratiqué est celui du marché. Saumur Agglopropreté sous-traite ces prestations à la SéMA-E.

Par ailleurs, Saumur Agglopropreté fait appel à de la location de matériel (chargeuse) auprès de la SémA-E pour effectuer le poussage des déchets verts le week-end sur la plateforme de la déchèterie de Bellevue. Cela s'est produit 4 fois en 2019. Elle loue aussi ponctuellement à la SémA-E des véhicules en cas de panne. De même, il lui arrive de mettre à disposition contre rémunération ses véhicules à la SémA-E quand celle-ci est confrontée à une panne.

2. LA VIE SOCIALE

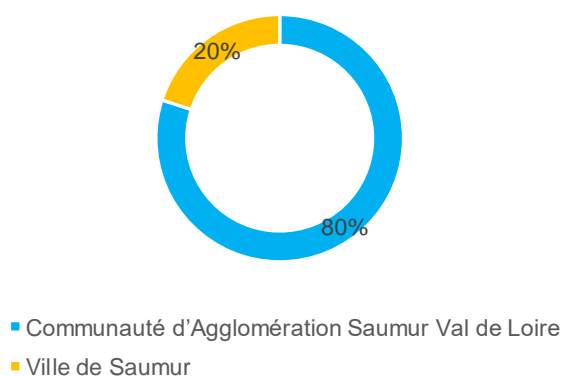
2.1. L'ACTIONNARIAT

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAUMUR AGGLOPROPRETE
SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2019
CAPITAL DE 100 000 EUROS DIVISE EN 100 ACTIONS DE 1 000 EUROS.

ACTIONNAIRE	%	NOMBRE D'ACTIONS	REPRESENTANT LORS DE L'AG	REPRESENTANTS LORS DES CA
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	80 %	80	M. Anatole Micheaud	Mme. Sophie Anguenot M. Anatole Micheaud M. Grégory Pierre M. Dominique Sibileau M. Jean-Michel Marchand M. Jean-Marcel Supiot M. Éric Touron M. Jean-Luc Lhémanne
Ville de Saumur	20%	20	M. Jackie Goulet	M. Jackie Goulet M. Marcus Néron

Actionnariat de la SPL Saumur Agglopropreté



2.2. CONSEILS D'ADMINISTRATION ET ASSEMBLEE GENERALE

En 2019, 7 conseils d'administration ont eu lieu :

Le 27 mars 2019, consacré essentiellement :

- au bilan annuel de l'année 2018 avec la validation du rapport de gestion ;
- à l'arrêté des comptes 2018 ;
- à un point sur la préparation de l'organisation de la société pour 2020.

Le 15 mai 2019, consacré essentiellement :

- à la validation du projet de rapport de mandataire ;
- à un point sur la préparation de l'organisation de la société pour 2020.

Le 10 juillet 2019, consacré essentiellement :

- à la création d'une CAO spéciale ;
- à l'achat de bennes à ordures ménagères.

Le 11 septembre 2019, consacré essentiellement :

- au financement d'investissements nécessaires assurer le service sur le nouveau périmètre en 2020 ;
- à un point sur la préparation de l'organisation de la société pour 2020.

Le 16 octobre 2019, consacré essentiellement :

- à un point sur l'activité de la société : retour sur l'année 2019 et perspectives 2020.

Le 20 novembre 2019, consacré uniquement à la présentation du projet de contrat avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire qui sera mis en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le 18 décembre 2019, consacré essentiellement :

- à la validation du contrat de quasi-régie 2020 avec la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets et assimilés de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- à la validation du budget 2020 de la SPL Saumur Agglopropreté.

Par ailleurs, un point sur les marchés (demande d'autorisation pour le lancement et information sur les conditions d'attribution : montants et candidats retenus) a été réalisé régulièrement pendant l'année à l'occasion de plusieurs Conseils d'Administration.

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 27 juin 2019.

2.3. COMITE D'ETUDE EN CHARGE DE LA COMMANDE PUBLIQUE - ADOPTION D'UN GUIDE DES PROCEDURES D'ACHAT

En Conseil d'administration du 25 avril 2018, il a été validé le guide des procédures d'achat pour les marchés de travaux, de fournitures et de services passés selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 42-2° de l'ordonnance n° 2015-899 et de l'article 27 du décret n° 2016-360.

Le Conseil d'administration a validé que le comité d'étude de la commande publique, mis en place lors du Conseil d'administration du 12 avril 2017, fasse office de commission d'appel d'offres.

Le Conseil d'administration a décidé que le président de cette commission soit Dominique Sibileau.

2.4. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des commissaires aux comptes.

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE DU MANDAT (DANS LES STATUTS)
Titulaire : TGS France AUDIT, représenté par M. Sylvain Bégenne	6 ans

Conformément à l'article 23 des statuts, le mandat du Commissaire Aux Comptes, TGS France AUDIT, a été renouvelé en 2019.

Il prendra fin à l'issue de la période de 6 ans et sera donc renouvelable lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2024.

Le Commissaire Aux Comptes rendra son rapport annuel selon les délais réglementaires en vigueur. Ce rapport sera examiné lors de l'Assemblée Générale.

2.5. LES CONTROLES EXTERNES

La société n'a pas été contrôlée en 2018 par un organisme extérieur.

3. LE PERSONNEL DE LA SOCIETE

3.1. EFFECTIF ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL

Au 31 décembre 2019, la SPL Saumur Agglopropreté compte 48 personnes (en contrat à durée indéterminée et déterminée) et 8 fonctionnaires territoriaux mis à disposition, soit 56 personnes physiques, correspondant à 47,77 ETP sur l'ensemble de l'année.

	2018	2019	Evolution
Effectif au 31/12	51	56	9,8%
ETP annuel	46,46	47,77	2,8%

Les effectifs sont en hausse par rapport à 2018. En effet, beaucoup de recrutements ont eu lieu dès 2019 afin de préparer la mise en œuvre du nouveau contrat de quasi-régie au 1er janvier 2020. De plus, un chargé de mission (prévention des biodéchets) a été recruté en CDD fin 2018 pour un an et demi.

EMPLOIS AU 31 DECEMBRE 2019	NB. PERS.	NB. D'ETP
Direction	2	1,05
Administratif - accueil - études	6	4,77
Techniciens et animateurs Tri – prévention	8	6,97
Exploitation – maîtrise	4	5,33
Maintenance – entretien	5	5
Communication	1	1
Agent de déchèterie	8	6,57
Agent polyvalent (broyage, compostage)	1	1
Agent de collecte - chauffeurs	17	16
Préparation 2020	4	4

Par ailleurs, Saumur Agglopropreté embauche tout au long de l'année des intérimaires pour pallier des absences ou répondre à des surcroits d'activité, conformément au Code du travail.

Saumur Agglopropreté dépend de la convention collective des activités du déchet, qui définit le cadre des emplois et des rémunérations.

3.2. ORGANIGRAMME

L'organigramme a connu quelques modifications en 2019 :

- Le 7 janvier : recrutement d'Amandine HARDOUIN-ERGO, tout d'abord en remplacement pour congé maternité, puis comme chargée de la réalisation du programme local de prévention des déchets et qui prendra en cours d'année le poste de chargée de redevance spéciale (en CDD) ;
- Le 21 janvier, recrutement en CDI de Jérôme ROVIRA en qualité de chargé de communication (en remplacement de Léa DUBOIS, qui a quitté la structure le 25/01, via une rupture conventionnelle) ;
- Le 1^{er} avril : recrutement en CDI d'Alice DESVALLON, chargée de projet 2020 ;
- Le 27 juin : licenciement pour inaptitude de Nicolas GILLIER, chauffeur ;
- Le 31 août : sortie des effectifs de Philippe TAUREAU, agent de collecte (rupture conventionnelle) ;
- Le 2 septembre : recrutement en contrat d'apprentissage de Clémence MARDON, chargée de mission économie circulaire (CDD) ;
- Le 16 septembre : embauche en CDI de Fethy KOCHA, en tant que chauffeur / équipier de collecte ;
- Le 23 septembre : embauche en CDI de Sébastien DAVE, en tant que directeur administratif et financier ;
- Le 22 octobre : sortie de Philippe NOEL, chauffeur / équipier de collecte (rupture conventionnelle) ;
- Le 1^{er} novembre : embauche de François HUET en tant que responsable de la collecte en porte-à-porte secteur Nord (détaché fonction publique territoriale) ;
- Le 4 novembre : embauche en CDI de Gabriela GARCIA, en tant que responsable déchèterie, tri et valorisation ;
- Le 31 décembre : sortie de Didier COUE, chargé de la maintenance des bâtiments (disponibilité de la fonction publique territoriale).

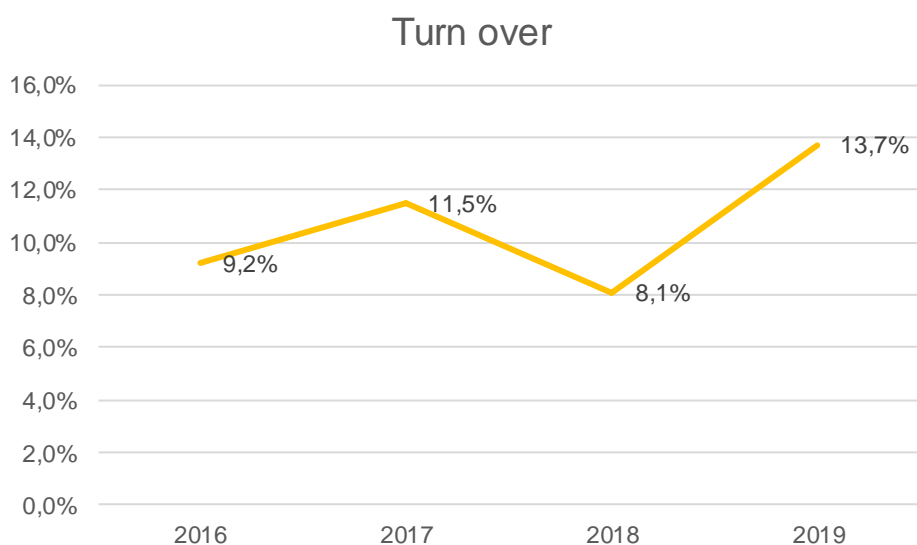


3.3. NOMBRE DE CONTRAT ET TURN-OVER

	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	VARIATION
Déterminé	21	6	7	3	2	-33,33%
Indéterminé et MAD + détachés	50	52	52	51	54	+5,88%
Total	71	58	59	54	56	+3,70%

Le nombre de contrats, et notamment de contrats en CDI, est en hausse en 2019. La préparation de la mise en place du nouveau contrat de quasi-régie pour le 1^{er} janvier 2020, sur un périmètre plus large, a permis de donner de la visibilité au projet et ainsi de mettre en œuvre plus de contrats de travail stables, à durée indéterminée, dès 2019.

ANNEE	TURN-OVER	NOMBRE D'ARRIVEES	NOMBRE DE DEPARTS	EFFECTIF AU 1 ^{ER} JANVIER
2019	13,7%	9	5 (<i>dont 3 ruptures conventionnelles et 1 licenciement pour inaptitude</i>)	51
2018	8,1%	5	3 (<i>dont deux pour inaptitude</i>)	49
2017	11,5%	6	5 (<i>4 départs en retraite et un licenciement pour faute</i>)	48
2016	9,2%	4	5 (<i>dont un licenciement pour faute grave, un rapprochement conjugal et un départ en retraite</i>)	49



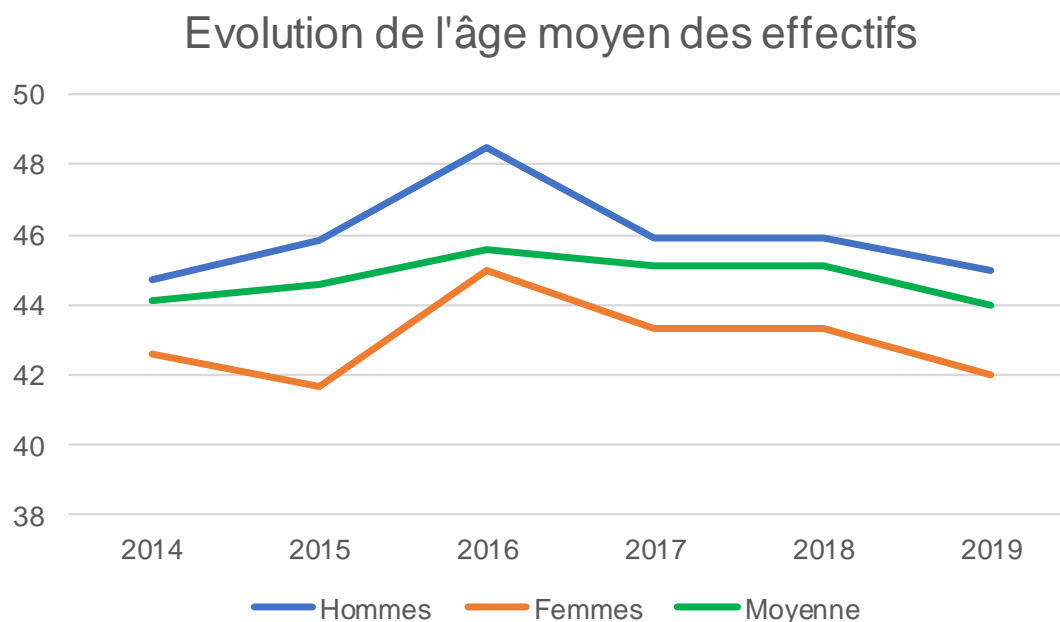
Le turn-over est en hausse significative sur l'année 2019. Là encore, cette hausse est due en grande partie aux premiers recrutements nécessaires pour la préparation du contrat 2020 (9 arrivées en 2020, en plus des 3 ruptures conventionnelles dont 2 pour création d'entreprise).

3.4. MOYENNE D'AGE ET ANCIENNETE

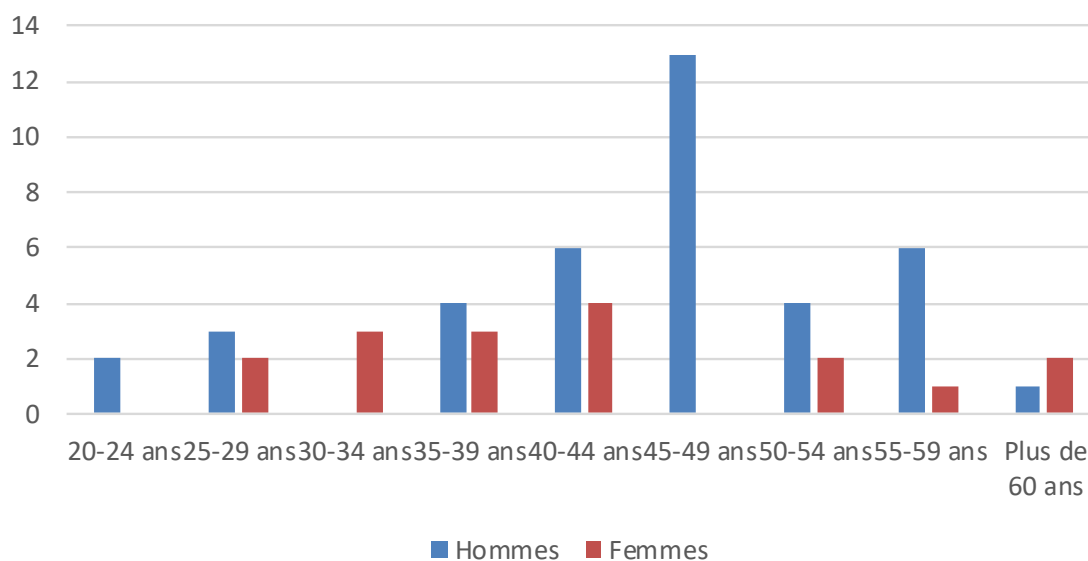
Au 31/12/2019, l'âge moyen global est de 44 ans :

- 43 ans pour le personnel privé homme (34 salariés)
- 41 ans pour le personnel privé femme (14 salariées)
- 54 ans pour le personnel mis à disposition homme (6 agents)
- 50 ans pour le personnel mis à disposition femme (2 agents)

On constate un rajeunissement régulier depuis 2016. Le rajeunissement est lié essentiellement au recrutement de personnes plus jeunes (quatre recrutements en 2019 de personnes de 40 ans et moins).



Pyramide des âges



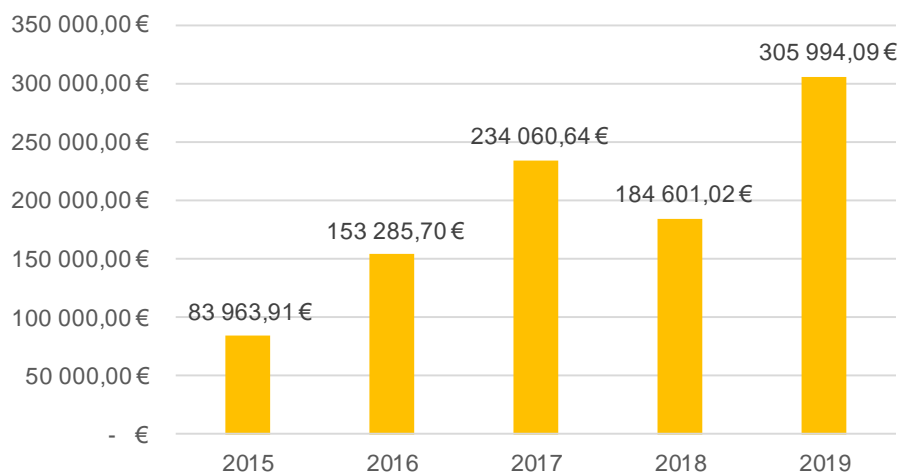
3.5. INTERIM

Le recours à l'intérim en 2019 s'explique par des besoins saisonniers, des accroissements d'activité, des arrêts maladie ou accident du travail. La société fait appel soit à Aspire service, soit à des agences d'intérim saumuroises.

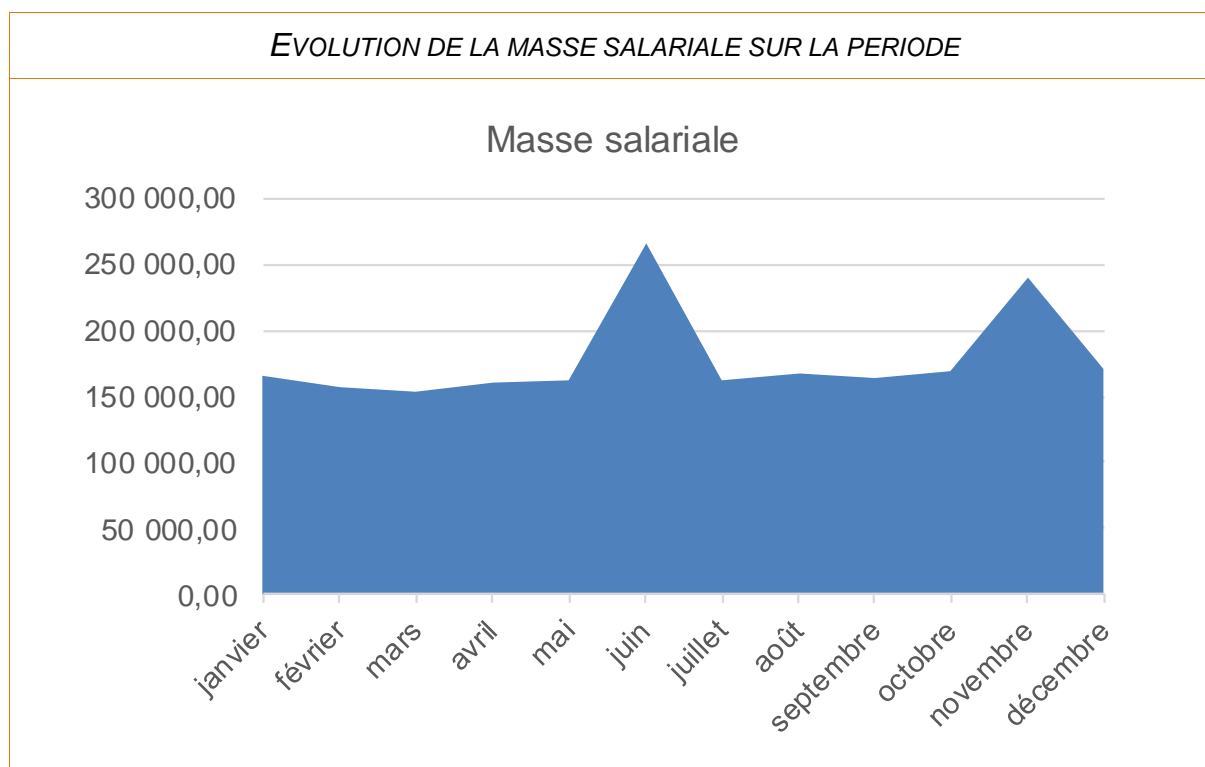
Après une baisse en 2018 (dû au recrutement en CDI d'un intérimaire et au souhait de la société de sous-traiter la prestation de nettoyage plutôt que de recourir à l'intérim), on constate une augmentation importante en 2019.

Cette hausse s'explique par de nombreux arrêts maladie de longue durée (personnels remplacés par des intérimaires) et par le recrutement d'intérimaires dans la perspective de la mise en place du nouveau contrat 2020, à hauteur de 23 k€ HT (il est prévu que ces personnels soient ensuite recrutés en CDI). Cela concerne notamment quatre contrats de professionnalisation, par le biais d'une agence d'intérim, au métier de chauffeur / équipier de collecte.

Prestations d'interim



3.6. REMUNERATION



Les variations mensuelles des paies s'expliquent par le paiement du 13^e mois en juin et en novembre et de la prime de fin d'année en décembre.

Masse salariale (hors PMAD)	2016	2017	2018	2019	Evolution 2019 vs 2018
Total brut annuel	1 156 431 €	1 187 820 €	1 227 300 €	1 285 720 €	4,8%
Charges patronales	529 395 €	546 601 €	552 863 €	515 104 €	-6,8%
Coût entreprise	1 740 658 €	1 757 246 €	1 824 723 €	1 838 365 €	0,7%
Heures indemnisées	67 515	66 953	69 209	72 942	5,4%
Heures travaillées	58 722	58 597	61 307	63 046	2,8%
Ratio heures travaillées / heures payées	87,0%	87,5%	88,6%	86,4%	-2,4%
Coût horaire moyen	25,78	26,25	26,37	25,20	-4,4%

On constate une augmentation de 4,8% de la rémunération brute entre 2019 et 2018, qui s'explique par :

- les augmentations de salaires liées à l'ancienneté des salariés ;
- les recrutements et donc l'augmentation de l'effectif (augmentation des ETP de 2,8% en 2019).

Les charges patronales sont en baisse de 6,8% car des dispositions réglementaires ont remplacé le CICE par un allègement de charges patronales en 2019.

Cette baisse des charges limite donc, au total, la hausse des charges de personnel à 0,7%.

Au final, le coût horaire moyen est en baisse de 4,4%.

3.7. DIALOGUE SOCIAL

Les salariés de la SPL Saumur Agglopropreté ont élu leurs délégués CSE le 18 juin 2019. Il est composé des membres suivants :

- Collège "maîtrise/cadres" : Titulaire : Marina TOURNEUX - Suppléant : Sylvain BAURY
- Collège "employés/ouvriers" : Titulaire : Christophe MUREAU - Suppléant : Mickaël DUMOUCHEL

Sept réunions ont eu lieu en 2019 avec cette nouvelle instance, une réunion a été annulée en août faute de question et a fait l'objet d'un PV de carence.

Les sujets abordés ont été les suivants :

- nomination du référent harcèlement sexuel et du secrétaire CSE ;
- indemnités (trajet / repas/ hébergement...), prime exceptionnelle, augmentations du point SNAD et demande d'augmentation des salaires ;
- point sur la rénovation des locaux du siège du clos bonnet (travaux des locaux provisoires et futurs bureaux, visite de chantier) ;
- organisation de la réunion d'information du personnel de septembre, de la journée d'intégration de décembre ;
- demande de travaux pour le site de Bellevue (électricité, VMC, divers), et pour le site du Clos Bonnet (aire de lavage, douche atelier) ;
- campagne de vaccination contre la grippe ;
- points 2020 sur les recrutements, sur les véhicules / matériels récupérés et achetés, mise à jour de l'organigramme ;
- organisation des vacances de fin d'année, des entretiens individuels ;
- fermeture exceptionnelles pour les fêtes de fin d'année ;
- dégradations à Champ liveau et dispositif à mettre en place ;
- réflexion sur la mise à jour du règlement intérieur ;
- diagnostic des 6 déchèteries (selon la réglementation du code du travail) ;
- souhait des agents de déchèterie d'avoir un véhicule professionnel pour aller sur les nouvelles déchèteries ;
- organisation des astreintes 2020 ;
- points divers (demande de fontaine à eau, trousse de secours, anti dérapant sur les BOM, gardiennage déchèterie d'Allonnes, problème sur les bacs, ménage des locaux, antenne téléphonique Champ Liveau, ...).

Les membres du CSE ont également travaillé en coopération avec la Direction sur les projets d'accords d'entreprise pour 2020 sur les sujets suivants :

- accomplissement d'heures supplémentaires ;
- mise en place d'un forfait annuel en jours.

3.8. POLITIQUE DE SANTE - SECURITE AU TRAVAIL

Saumur Agglopropreté accorde une place importante à la sécurité de ses salariés. Cela se traduit par un budget formation conséquent dédié à cette thématique, une animation de la sécurité au sein de l'entreprise et une recherche d'amélioration continue en matière de prévention des risques professionnels.

En 2018, un groupe de travail a été créé pour refondre et mettre à jour le Document d'Evaluation des Risques Professionnels. Ce projet, mené au sein de l'entreprise pendant six mois fin 2018 et début 2019, a impliqué l'ensemble des salariés. Des échanges avec les agents de terrain ont permis d'évaluer les risques auxquels ils étaient exposés et de voir avec eux les solutions qui pourraient être mises en place.

A l'issue de l'évaluation des risques, un plan d'actions sur plusieurs années a été établi. Des achats ont déjà été réalisés, d'autres le seront ultérieurement, pour protéger les salariés dans l'exécution de leur travail.

Par exemple, la fosse présente dans l'atelier a été dotée en 2019 d'un tapis roulant télécommandé sur lequel il est désormais possible de marcher.

Le travail mené et le Document Unique d'Evaluation des Risques créé ont été présentés aux membres du CHS en février 2019.

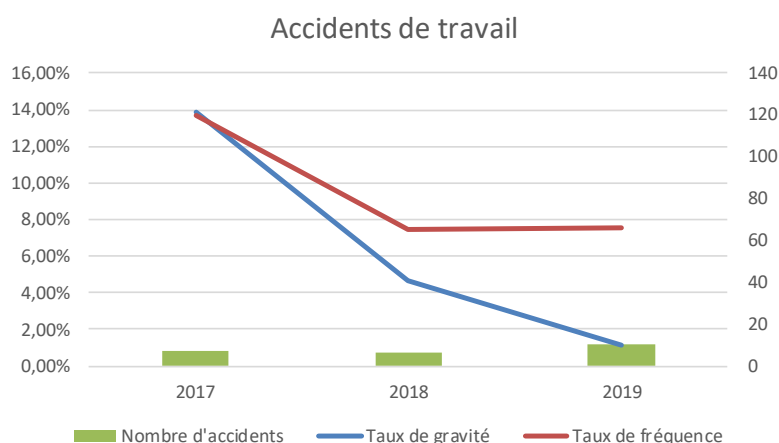
Pour rappel, l'instance CHS, mutualisée avec la Séma-E de par les enjeux qui sont communs, n'est pas obligatoire dans les entreprises de moins de 50 salariés. Cette instance a été mise en place de manière volontaire par la direction. Le CHS est composé de la direction, des représentants du personnel, de la gestionnaire RH, de la médecine du travail et de la chargée de prévention de la communauté d'agglomération.

En juin 2019, les salariés de la SPL Saumur Agglopropreté ont élus un CSE, qui a pris en charge depuis les prérogatives liées à l'hygiène et à la sécurité dans le cadre de ses réunions mensuelles.

Un point sur les accidents de travail est notamment réalisé régulièrement. Une journée prévention routière a été organisée le 3 octobre 2019.

Les nouveaux agents, y compris les saisonniers, reçoivent une formation en interne afin de connaître les risques du métier et la sécurité à respecter.

En 2019, on recense 10 accidents de travail déclarés dont 5 ayant donné lieu à un arrêt de travail (pour rappel : 6 accidents de travail déclarés en 2018 et 7 accidents de travail déclarés en 2017).



CAUSE	ARRET	DATE DE L'ACCIDENT	NB. DE JOURS
Projection dans l'œil lors d'une collecte en sac (collecte sélective)	NON	17/01/2019	0
Douleur ressentie au niveau des lombaires en descendant du marche pied	OUI	21/01/2019	8
Main coincée en voulant fixer un crochet de levage à l'extrémité de la pince kinshofer	OUI	08/02/2019	22
Projection dans l'œil en vidant un bac (cendre ou copeaux de bois en vrac)	OUI	01/03/2019	11
Doigt coincé en remontant un vérin	NON	07/03/2019	0
Main coincée entre 2 bacs	NON	01/04/2019	0
Jambe tordue en descendant du marchepied	NON	11/06/2019	0
Chute d'une pile de 5 bacs sur l'agent	OUI	28/06/2019	30
Piqûre de guêpe	NON	02/07/2019	0
Douleur au niveau des côtes en soulevant un pneu d'un PL	OUI	21/08/2019	16

Le tableau ci-après récapitule le nombre de jours d'arrêt et les taux de gravité et de fréquence.

	2017	2018	2019
Nombre de jours d'arrêt	815 jours	287 jours	87 jours
Taux de gravité *	13,90	4,68	1,15
Taux de fréquence **	119,46	65,24	66,17

* Le taux de gravité représente le nombre de journées indemnisées, pour 1 000 heures travaillées, c'est-à-dire le nombre de journées perdues par incapacité temporaire pour 1 000 heures travaillées.

** Le taux de fréquence est le nombre d'accident, avec arrêt de travail supérieur à un jour, survenus au cours d'une période de 12 mois par million d'heures de travail.

Même si on constate une hausse des accidents de travail en 2019, ceux-ci ont donné lieu à moins de jours d'arrêt. Le taux de gravité est donc en forte baisse par rapport à 2018. Cette baisse est liée au licenciement pour inaptitude de Brigitte NOEL en 2018 et de Nicolas GILLIER en juin 2019.

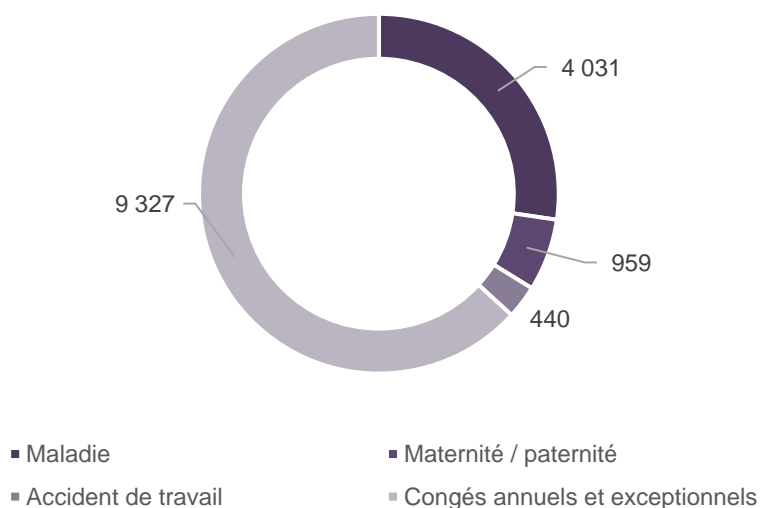
3.9. ABSENCES

ABSENCES (NB HEURES)	EN 2015	EN 2016	EN 2017	EN 2018	EN 2019	VARIATION 2019/2018
Maladie	1 959	1 304	2 106	2 654	4 031	52%
Maternité/Paternité	1 232	0	56	0	959 (2 congés maternité)	
Accident du travail	2 816	3 529	4 034	1 416	440	-69%
Congés annuels et exceptionnels	9 973	9 246	9 037	8 462	9 327	10%
Total	15 980	14 079	15 233	12 532	14 757	+17,8 %

On constate une forte hausse des absences pour maladie liée à l'absence de 3 salariés pendant une grande partie de l'année.

Le taux d'absentéisme est de 6,03 %, si on prend en compte les absences pour maladie et pour accident de travail, en légère hausse par rapport à 2018 (4,78%).

Répartition des absences (en heures)

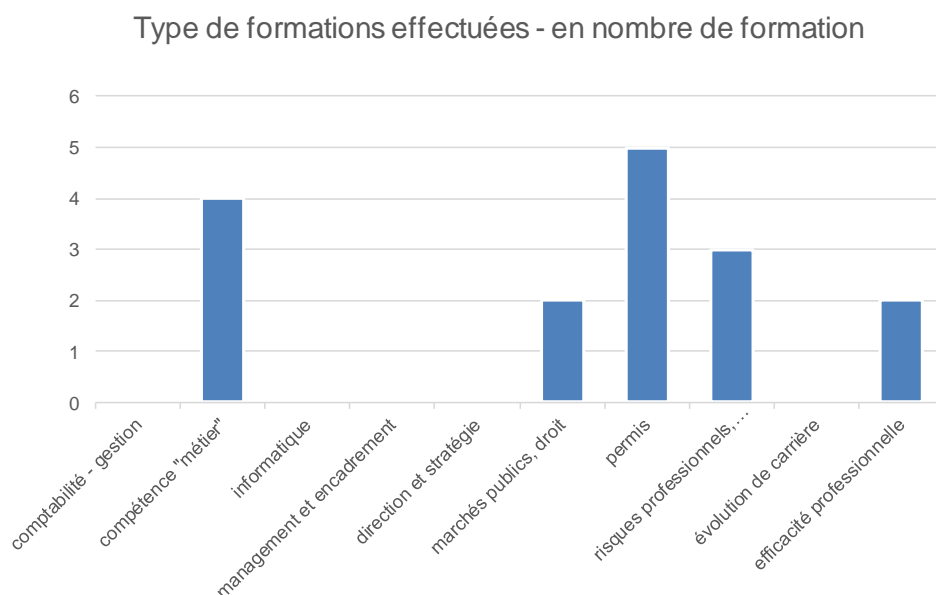


3.10. PLAN DE FORMATION

Bilan qualitatif et quantitatif

La société se dote annuellement d'un plan de formation important, pour développer les compétences métier des salariés et se tenir à jour des formations obligatoires. Ce plan de formation intègre un volet lié à la sécurité au travail.

Au total, 45 personnes ont suivi une formation en 2019. 16 formations ont été organisées pour un volume horaire global de formation de 527 heures.



Plus précisément, les formations suivantes ont été réalisées cette année :

- en compétence métier : initiation au nouveau logiciel de géolocalisation, au nouveau logiciel RH, perfectionnement marchés publics ;
- formations SST et session de recyclage pour 15 salariés.

Concernant les formations obligatoires, 3 FCO ont été faites en 2019.



88% du personnel a reçu au moins une formation et plus de la moitié du personnel a suivi deux formations ou plus en 2019.

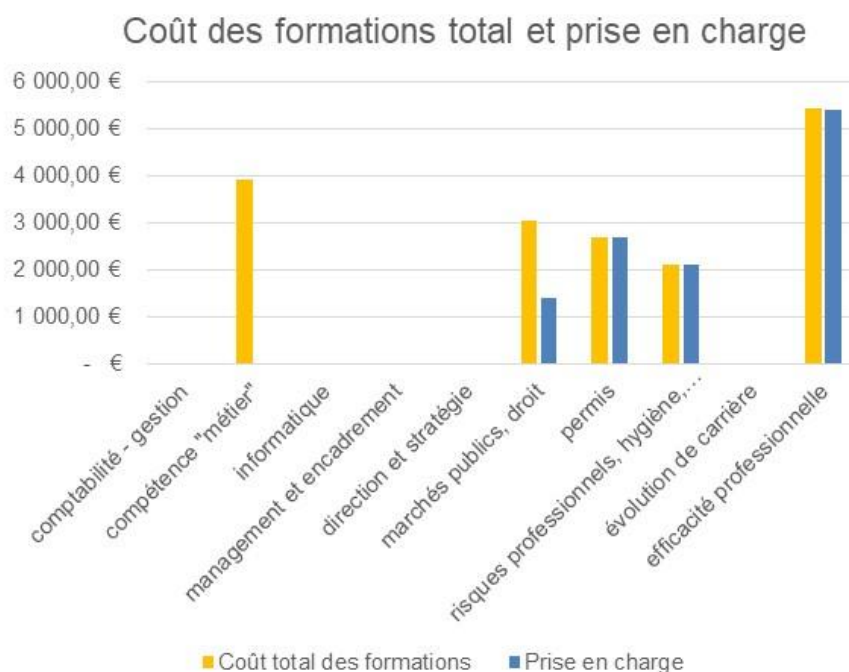
En moyenne, chaque salarié a bénéficié de 10 heures de formation en 2019.

Bilan financier du plan de formation 2019

Le plan de formation 2019 a coûté en coûts pédagogiques 17 166 €.

La société a eu une prise en charge des formations réalisées à hauteur d'environ 12 000 € (notamment plan formation, et en prenant compte des formations réalisées avec le CPF)

Le graphique ci-dessous présente les coûts pédagogiques par thématique et les volumes de prise en charge.



4. LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE

Le siège social de l'entreprise situé 201 boulevard Jean Moulin à Saumur est en location.

Les locaux loués font partis d'un ensemble à usage commun avec la SémA-E, propriétaire desdits locaux. La répartition de l'utilisation de ces locaux (usage et entretien) est de 80 % pour Saumur Agglopropreté.

Ils sont composés :

- d'un immeuble comportant les bureaux,
- d'un local « exploitation », avec des bureaux et les vestiaires,
- d'un ensemble pour la maintenance du matériel,
- de deux pistes de lavage,
- d'un lieu de stockage,
- de parkings
- d'un ensemble modulaire composé de bureaux

Suite à la décision de la communauté d'agglomération de confier à la SPL la gestion du service sur l'ensemble du territoire communautaire en 2020, des besoins en bureaux supplémentaires sont apparus.

Un projet d'extension a donc été porté par la SEMA-E, en tant que propriétaire du site.

Le démarrage des travaux a eu lieu en septembre 2019. Les nouveaux bureaux devraient être livrés en septembre 2020.

En attendant, un ensemble modulaire a été installé pour les besoins des personnes. Les salariés s'y sont installés en septembre 2019.

La société pour son activité exploite aussi trois autres sites :

- La déchèterie de Montreuil-Bellay, à Champ de Liveau
- La déchèterie du Clos Bonnet, située rue du Tunnel à Saumur
- Le centre d'environnement et la déchèterie de Bellevue, situés route de l'ancien Vivy à Saumur.

Partie 2. LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion **les résultats les plus significatifs**, dans les domaines comptables et financiers.

Vous trouverez en annexe le détail du compte de gestion et du bilan, extrait de la liasse fiscale.

1. PRINCIPAUX CHIFFRES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

- Le **chiffre d'affaires H.T.** s'est élevé à **4 658 011 euros** contre 4 694 968 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,79 % ;
- Le total des **produits d'exploitation** s'élève à **4 716 025 euros** contre 4 769 146 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 1,11 % ;
- Les **charges d'exploitation** de l'exercice se sont élevées à **4 915 201 euros** contre 4 609 330 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 6,64 % ;
- Le **résultat d'exploitation** ressort à **- 199 175 euros** contre 159 815 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant des **traitements et salaires** s'élève à **1 628 042 euros** contre 1 569 233 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 4 % ;
- Le montant des **charges sociales** s'élève à **518 092 euros** contre 544 708 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 5 % ;
- Saumur Agglopropreté a supporté des dépenses de **travail intérimaire** qui se sont élevées à **305 994 euros** contre 184 601 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 66 %.

Compte tenu d'un **résultat financier** de **- 5 804 euros** contre - 3 903 euros au titre de l'exercice précédent, le **résultat courant avant impôt** de l'exercice ressort à **- 204 980 euros** contre 155 912 euros pour l'exercice précédent.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du **résultat exceptionnel** de **24 202 euros** contre 5 731 euros au titre de l'exercice précédent, d'un crédit d'impôts de **2 700 euros (impôts sur les sociétés + CICE + autres crédits d'impôts)**, le **résultat de l'exercice se solde par une perte de 178 078 euros** contre un bénéfice de 184 011 euros au titre de l'exercice précédent.

Comme indiqué lors des dernières séances du Conseil d'Administration consacrées à ce sujet en 2019, ce déficit s'explique par la préparation, dès 2019, de la mise en place du nouveau contrat pour la gestion des déchets de l'Agglomération sur un périmètre plus large au 1^{er} janvier 2020. On constate ainsi de nombreuses charges exceptionnelles sur l'année 2019 (cf. l'analyse détaillée dans le paragraphe consacré à la structure des coûts de la société).

Au 31 décembre 2019, le total du **bilan** de la Société s'élevait à **3 810 451 euros** contre 2 616 390 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 46 %.

L'**actif immobilisé** est de **1 812 367 euros** contre 923 931 euros pour l'exercice précédent soit une variation de 96 %.

L'**actif circulant** est de **1 998 084 euros** contre 1 692 458 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 18%.

Les **capitaux propres** sont de **787 634 euros** contre 997 259 €, soit une baisse de 21 %.

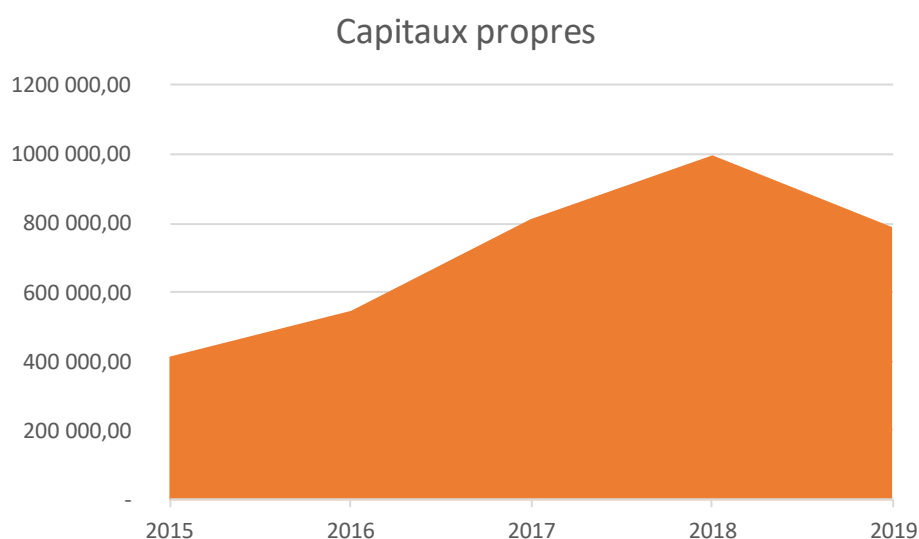
2. ANALYSE DU BILAN

2.1. DETAIL ACTIF - PASSIF

L'actif immobilisé est en hausse de 96% (1 812 367 € en 2019 contre 923 931 € en 2018). Cette hausse importante est la conséquence des nombreux investissements réalisés dès 2019 pour préparer la mise en place du nouveau contrat en 2020 (équipements de déchèteries, conteneurisation des foyers du Nord du territoire, acquisitions de véhicules).

L'actif circulant augmente de 18% (1 998 084 € en 2019 contre 1 692 458 € en 2018), malgré une diminution importante des créances clients. Cette hausse s'explique par un crédit de TVA important dû aux investissements réalisés en fin d'année et par une hausse importante des disponibilités suite au versement rapide des financements bancaires sollicités pour réaliser les investissements présentés précédemment.

Les capitaux propres de l'entreprise diminuent (-21 %) du fait de la perte de l'exercice 2019. Toutefois, avec un montant de capitaux propres de 787 634 €, la situation financière reste solide.

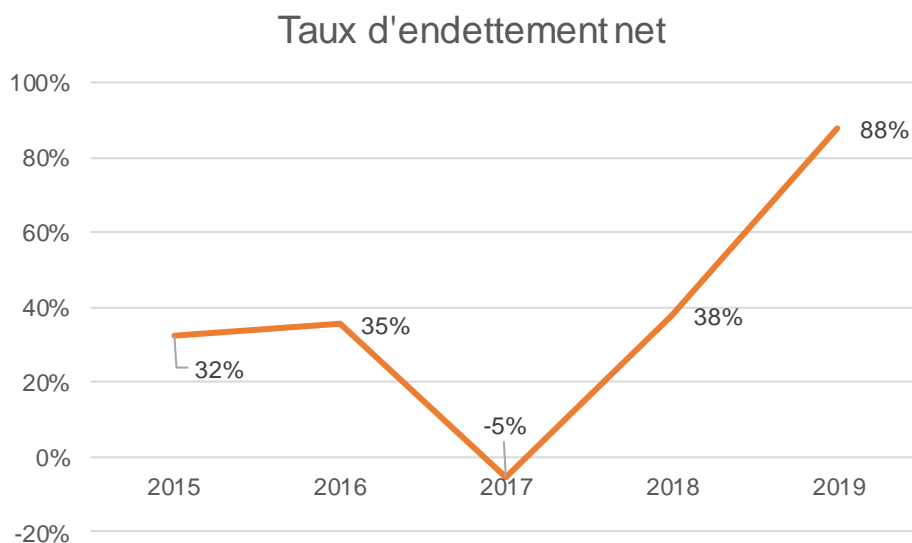


Enfin, la dette auprès des établissements de crédit augmente du fait aux différents emprunts contractés en 2019 pour le financement des investissements (1 446 728 contre 706 910 € en 2018, soit +105%) :

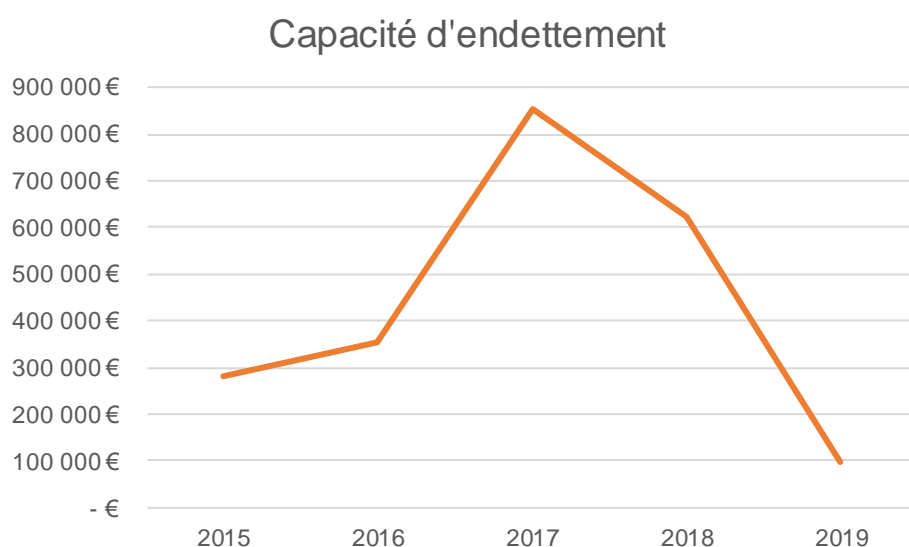
- prêt de 480 000 € auprès la banque populaire pour l'achat de 3 bennes à ordures ménagères ;
- prêt de 324 000 € auprès du crédit coopératif pour le financement de bacs en vue de la conteneurisation des communes du Nord du territoire ;
- prêt de 175 000 € auprès du crédit agricole pour le financement d'une benne à ordures ménagères GNV.

L'endettement net de la société est donc également en forte augmentation cette année, il s'élève 690 169 €.

Le taux d'endettement net (endettement net / capitaux propres) augmente également fortement en 2019. Il s'élève à 88% contre un taux d'endettement net de 38% en 2018.



La capacité d'endettement évolue de façon inverse au taux d'endettement, et elle est désormais logiquement plus limitée, à 97 465 € (la capacité d'endettement correspond aux capitaux propres – l'endettement net).



2.2. PRINCIPAUX RATIOS DU BILAN

- Ratio Capitaux propres / endettement : 54% (141% en 2018)
- Ratio d'autonomie financière (Capitaux propres / Total du bilan) : 21% (38% en 2018) ;
- Ratio de liquidité générale (actif circulant / passif circulant) : 39% (100% en 2018) ;
- Ratio de couverture des emplois stables (Capitaux permanents / Actif immobilisé) : 123% (184% en 2018).
- Ratio de vétusté : 54% (41% en 2018).

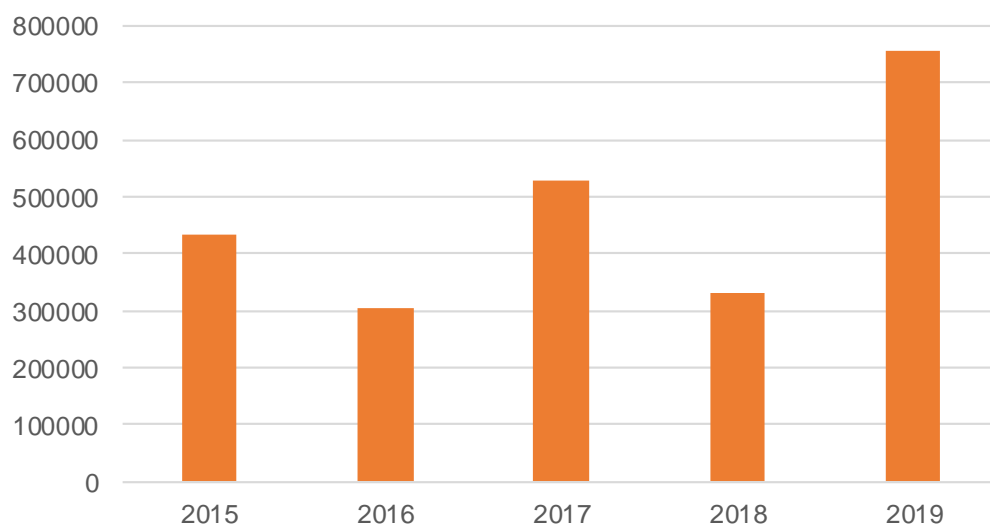
Le ratio de vétusté se rapproche de 1, ce qui signifie un rajeunissement de l'outil de production, grâce aux nombreux investissements réalisés en 2019. Un plan pluriannuel d'investissement des véhicules a été présenté en conseil d'administration le 12 février 2020 afin de continuer à renouveler la flotte des véhicules, qui constituent une grande partie des immobilisations corporelles.

2.3. SITUATION DE LA TRESORERIE

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2019 est en forte augmentation. Ce solde à un instant T est en trompe-l'œil car il reflète la mobilisation rapide des financements nécessaires aux investissements réalisés ou en cours de réalisation. L'augmentation du niveau de trésorerie est contrebalancée par une hausse des dettes fournisseurs.

Une vigilance particulière sera portée sur la trésorerie en début d'année 2020 pour permettre de supporter les perspectives d'extension du service dans le cadre du nouveau contrat de quasi-régie sur un périmètre étendu.

Trésorerie au 31 décembre



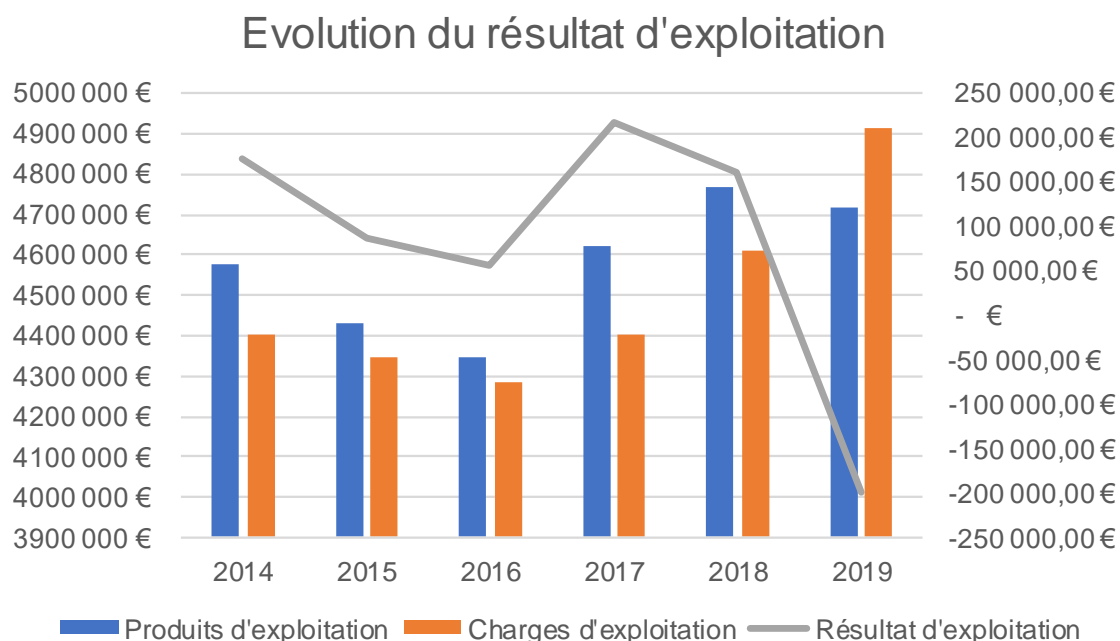
3. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Comme vu précédemment, le compte de résultat affiche un déficit de 178 078,71 €. Le tableau suivant reprend les grandes lignes du compte de résultat.

	EXERCICE 2018	EXERCICE 2019	Evolution 2019 vs 2018
Produits d'exploitation	4 769 146,89 €	4 716 025,12 €	-1,1%
Chiffre d'affaires	4 694 968,66 €	4 658 011,43 €	-0,8%
Subvention d'exploitation	5 667,33 €	511,11 €	-91,0%
Transfert de charges	68 507,17 €	57 501,37 €	-16,1%
Autres produits	3,73 €	1,21 €	-67,6%
Charges d'exploitation	4 609 330,93 €	4 915 201,09 €	6,6%
Achat de marchandises	22 277,52 €	18 317,01 €	-17,8%
Achat de matières premières	34 252,51 €	31 568,26 €	-7,8%
Autres achats - charges externes	2 207 832,21 €	2 438 349,45 €	10,4%
Impôts et taxes	50 721,45 €	46 784,72 €	-7,8%
Salaires et traitements	1 569 233,83 €	1 628 042,43 €	3,7%
Charges sociales	544 708,18 €	518 092,89 €	-4,9%
Dotation amortissement	178 991,36 €	233 238,41 €	30,3%
Autres dotations	1 040,00 €	685,00 €	-34,1%
Autres charges	273,87 €	122,92 €	-55,1%
Résultat d'exploitation	159 815,96 €	- 199 175,97 €	-224,6%
Produits financiers			
Charges financières	3 903,83 €	5 804,41 €	48,7%
Résultat financier	- 3 903,83 €	- 5 804,41 €	48,7%
Résultat courant avant impôt	155 912,13 €	- 204 980,38 €	-231,5%
Produits exceptionnels	9 306,45 €	31 546,90 €	239,0%
Charges exceptionnelles	3 575,73 €	7 345,23 €	105,4%
Résultat exceptionnel	5 730,72 €	24 201,67 €	322,3%
Impôts sur les sociétés	- 22 369,00 €	- 2 700,00 €	-87,9%
Résultat de l'exercice	184 011,85 €	- 178 078,71 €	-196,8%

3.1. LE RESULTAT D'EXPLOITATION

A. ÉVOLUTION GLOBALE 2014 - 2019



L'évolution des produits et charges d'exploitation a connu trois phases.

On a pu constater de 2014 à 2016 une baisse des charges de fonctionnement de la structure (charges externes essentiellement), qui s'est accompagnée par une baisse de produits (baisse de la redevance forfaitaire du fait des indices et de plusieurs avenants).

En 2017 et 2018, on assiste à une hausse des charges et des produits, hausse des charges liées à des nouveaux projets de valorisation des déchets et à une hausse du carburant et hausse des produits liées à l'augmentation de la redevance forfaitaire (augmentation des indices, notamment en lien avec la hausse du carburant).

En 2019, les charges d'exploitation connaissent une forte hausse, dont les causes seront expliquées plus bas, et qui sont à l'origine d'une perte sur l'exercice.

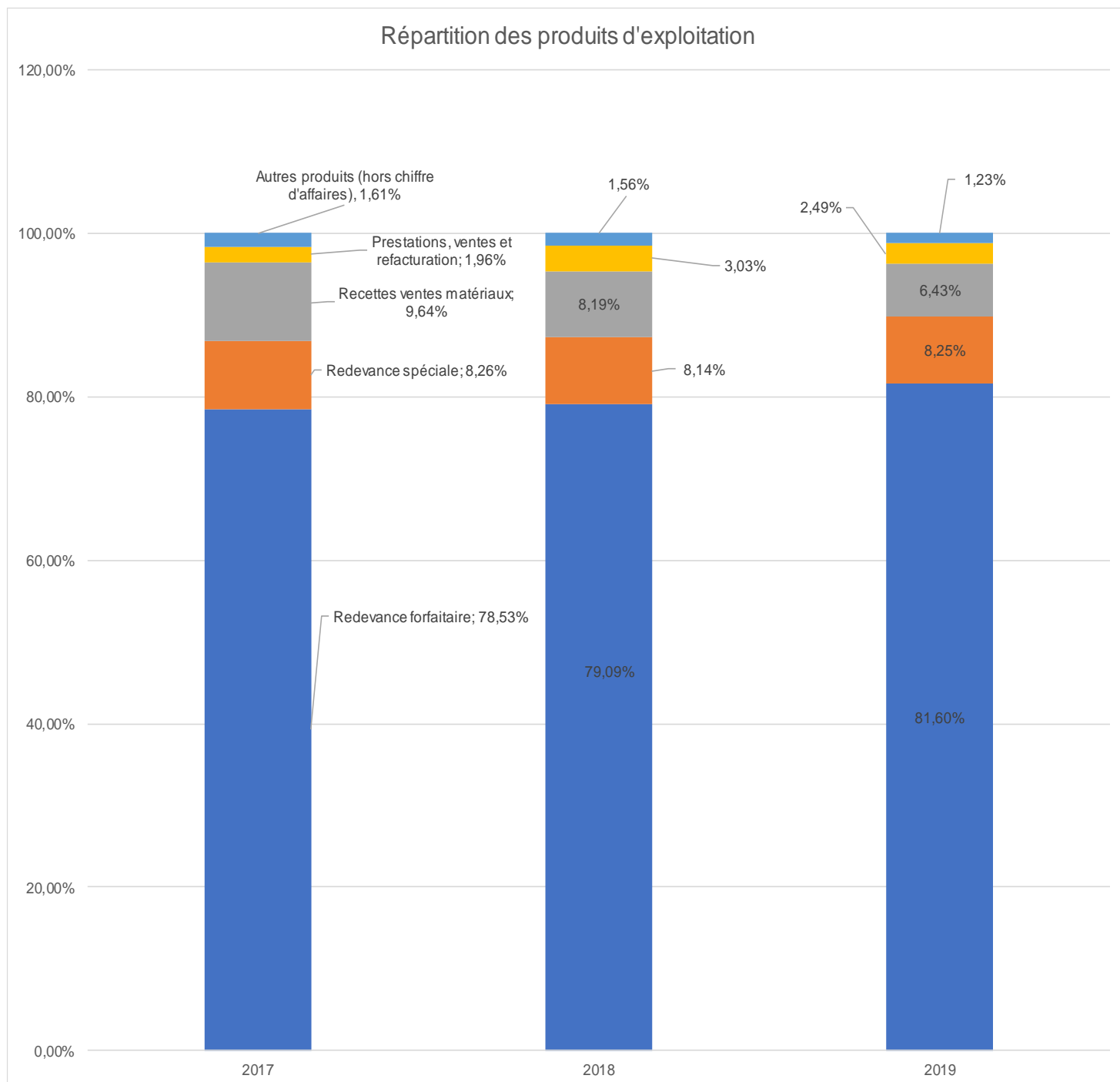
B. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation sont de différents ordres :

- La redevance spéciale versée par les professionnels ;
- La redevance forfaitaire versée par la Communauté d'agglomération pour l'exécution du service ;
- Les recettes de vente des matériaux collectés et triés ;
- Le produit de ventes (composteurs), prestations diverses et les refacturations de frais entre Saumur Agglopropreté et la SémA-E ;
- Divers produits, comptabilisés en dehors du chiffre d'affaires, dont les subventions, le remboursement de la TICPE, les remboursements OPCALIA et MEDERIC, ...

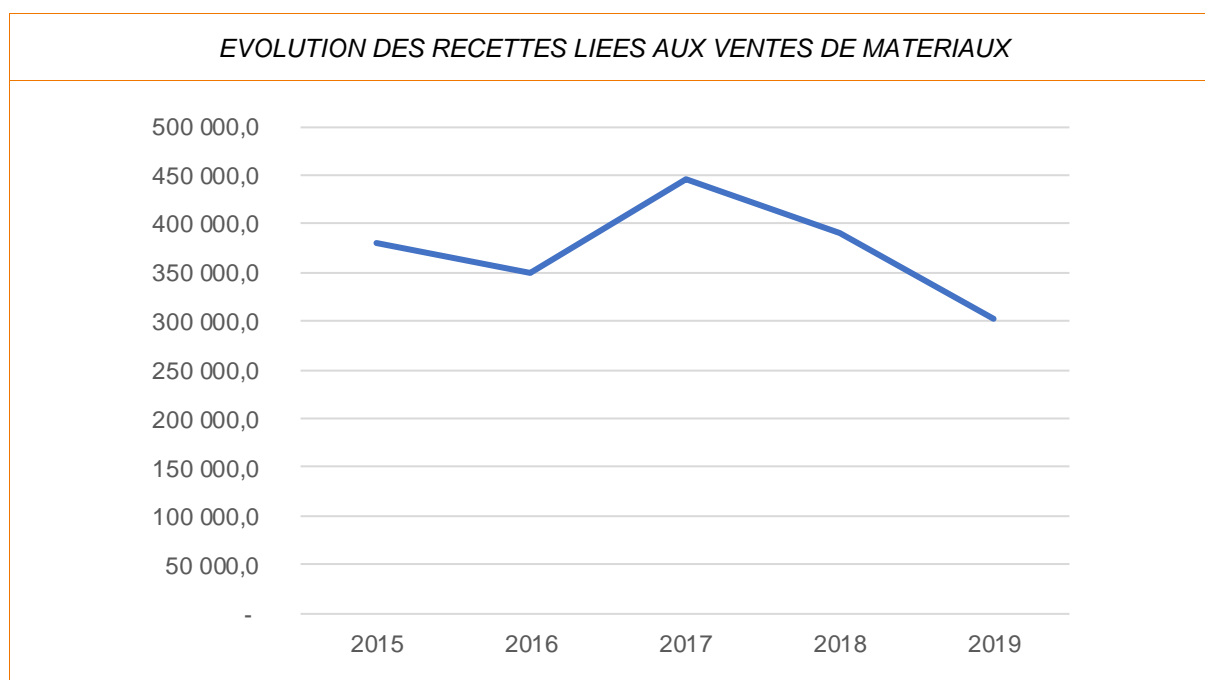
En 2019, Saumur Agglopropreté a enregistré une hausse de la redevance versée par la Communauté d'agglomération (+2%).

Par contre, elle a connu une baisse des recettes de ventes des matériaux, liée à la chute des cours mais également suite à un transfert de certains produits à l'Agglomération suite à un changement de repreneur, à partir de juillet.



Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessus, les tendances restent similaires sur cinq ans, hormis les recettes liées aux ventes de matériaux qui baissent, comme expliqué précédemment.

Le graphique ci-dessous présente les variations des recettes liées à la vente de matériaux.

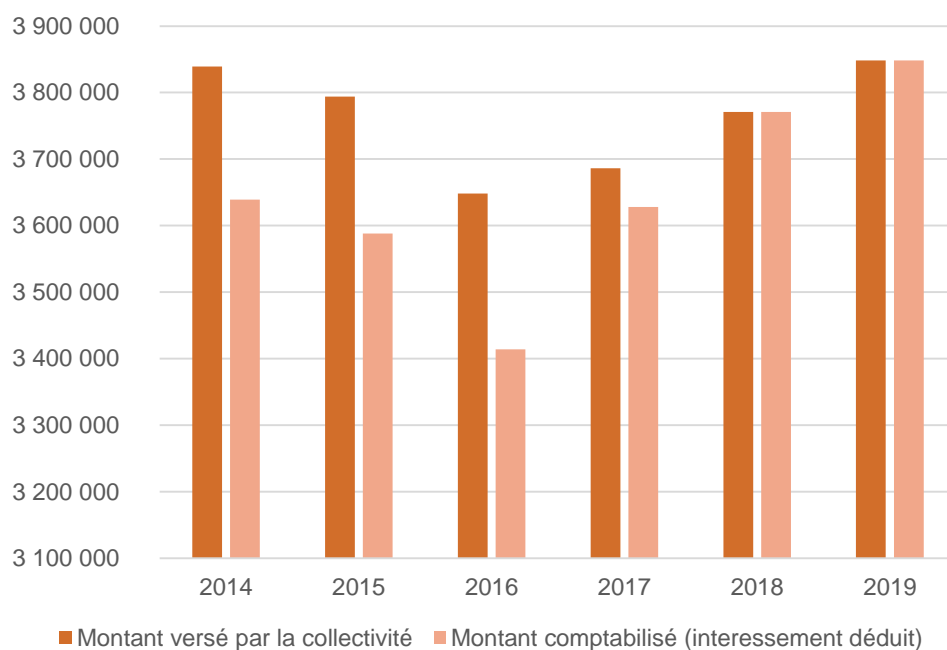


a. ZOOM SUR LA REDEVANCE VERSEE PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Le montant versé par la Communauté d'agglomération mensuellement est déterminé dans le contrat d'obligation de service public et est revu trimestriellement par le biais d'indices. Deux avenants sont venus baisser le montant de ce versement, un au 1^{er} avril 2016 (-100 000 €) et un autre au 1^{er} janvier 2017 (-40 000 €).

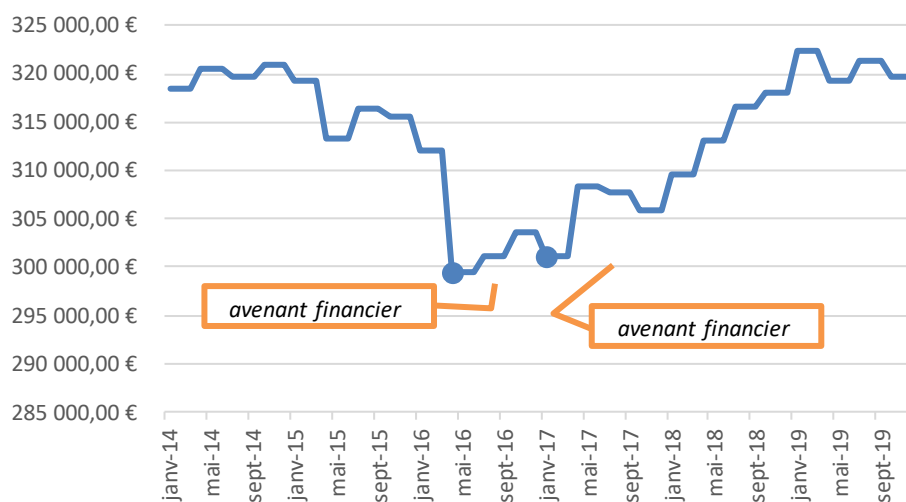
Le montant indiqué dans le compte de résultat correspond au montant versé par la Communauté d'agglomération, déduction faite de l'intéressement qui sera reversé l'année N+1. Cet intéressement est calculé uniquement sur la variation des charges entre le prévu dans le COSP et le réalisé. Il ne tient pas compte des produits. Il n'y aura pas d'intéressement pour l'exercice 2019.

COMPARAISON MONTANT VERSE PAR LA COLLECTIVITE – MONTANT COMPTABILISE (INTERESSEMENT DEDUIT)



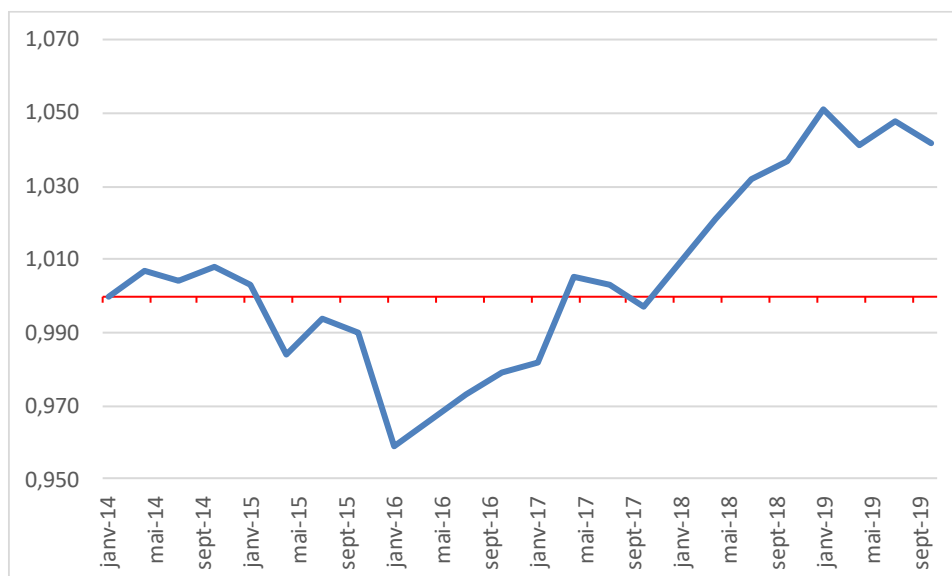
Le graphique suivant présente l'évolution du montant de la facture mensuelle.

MONTANT DE LA FACTURE (HT)



Ces évolutions s'expliquent par les deux avenants et par l'évolution des indices, qui suivent notamment l'évolution des salaires dans les métiers de déchets et du carburant.

EVOLUTION DES INDICES DE 2014 A 2019



Cette hausse des indices a permis d'accompagner la mise en place de nouveaux projets ou services, nécessaires pour améliorer le service et la valorisation des déchets (par exemple collecte de l'amiante ou valorisation des inertes). Elle a aussi permis d'absorber l'augmentation du cours du carburant et la baisse des cours des matériaux fibreux. Enfin, elle a permis d'absorber une partie des dépenses liées à la mise en place du nouveau contrat.

C. LES CHARGES D'EXPLOITATION

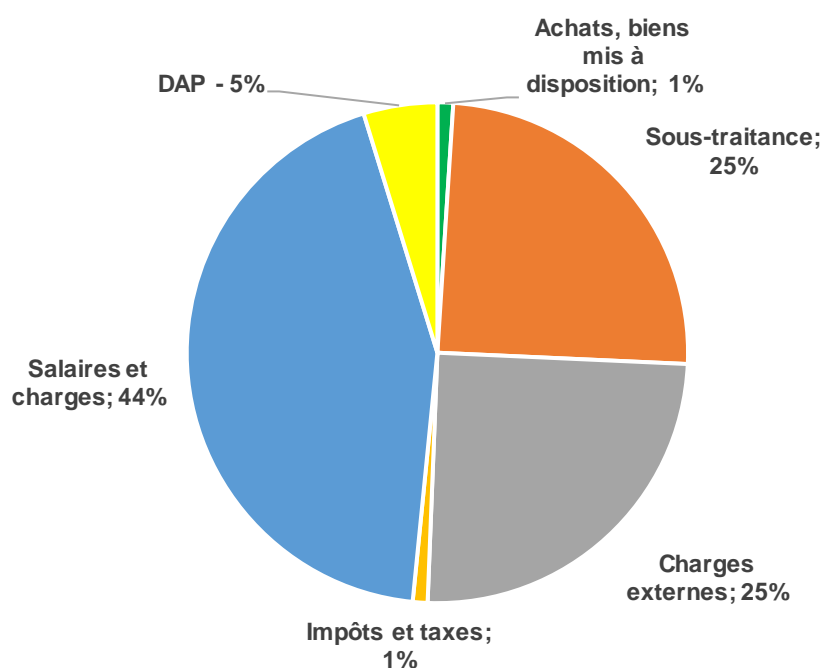
Les charges d'exploitation sont de différents ordres :

- Achat de biens mis ensuite à disposition des usagers (composteurs, sacs jaunes, bacs)
- Sous-traitance
- Charges externes diverses (exploitation ou fonctionnement de la structure)
- Salaires, traitement et charges sociales
- Impôts et taxes
- Dotation aux amortissements et aux provisions.

Proportionnellement, près de la moitié des charges d'exploitation est liée à la masse salariale.

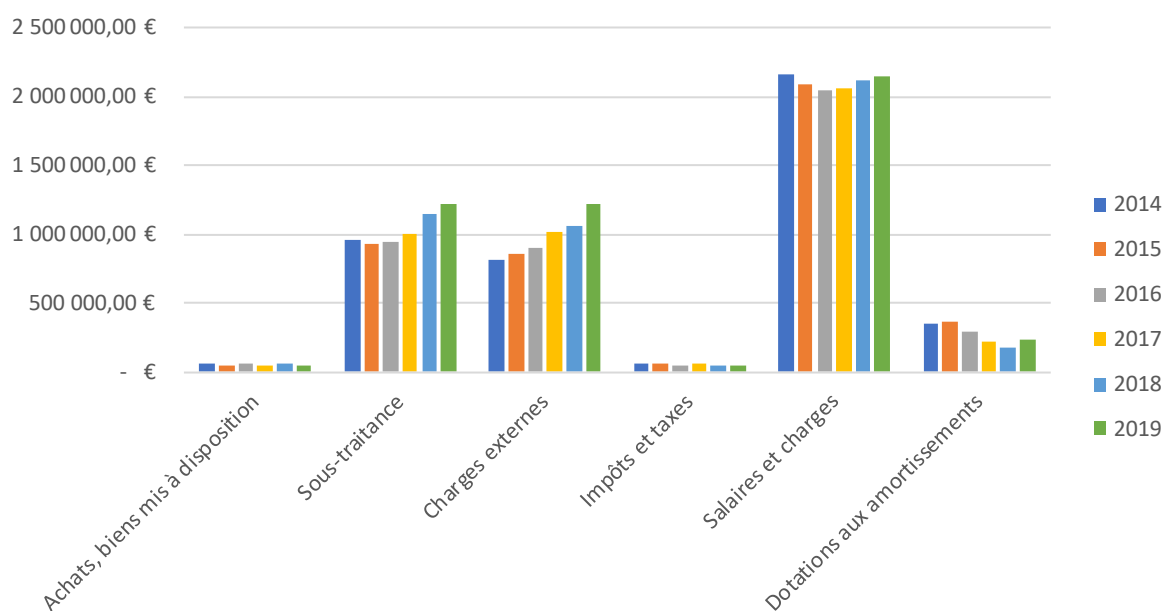
Un quart est liée à la sous-traitance et aux charges externes, comme le montre le graphique ci-dessous. Les dotations aux amortissements et aux provisions représentent le 4^e poste de dépenses. Les autres coûts sont relativement faibles (achats et bien mis à disposition, impôts et taxes, autres charges).

REPARTITION DES CHARGES D'EXPLOITATION PAR CATEGORIE – ANNEE 2019



Le graphique suivant montre que cette proportion est sensiblement la même depuis le début du COSP.

EVOLUTION DES CHARGES D'EXPLOITATION 2014-2019



	2017	2018	2019	Evolution 2019 vs 2018
Achats, biens mis à disposition	47 532,17 €	56 530,03 €	49 885,27 € -	6 645 €
Sous-traitance	1 007 739,16 €	1 152 508,95 €	1 214 268,05 €	61 759 €
Charges externes	1 013 047,62 €	1 055 323,26 €	1 224 081,40 €	168 758 €
Impôts et taxes	56 797,40 €	50 721,45 €	46 784,72 € -	3 937 €
Salaires et charges	2 054 140,61 €	2 113 942,01 €	2 146 135,32 €	32 193 €
Dotations aux amortissements	222 935,15 €	180 031,36 €	233 923,41 €	53 892 €
Autres	1 062,20 €	273,87 €	122,92 € -	151 €
Total charges	4 403 254,31 €	4 609 330,93 €	4 915 201,09 €	305 870 €

Les charges d'exploitation sont en hausse de 305 870 € en 2019.

L'augmentation du poste sous-traitance est due à deux principaux facteurs :

- Nouveau contrat avec Paprec pour le tri des emballages avec une hausse importante du coût de la prestation ;
- Augmentation des tarifs de traitement des déchets.

La hausse des charges externes provient en majeure partie des charges exceptionnelles que la société a engagé pour préparer la mise en place du nouveau contrat pour la gestion des déchets de l'Agglomération sur un périmètre plus large au 1er janvier 2020 : communication sur les nouveaux secteurs, location de locaux provisoires pour préparer la conteneurisation des territoires du Nord, honoraires de consultants pour préparer l'organisation 2020 ou pour des missions de recrutement, dépenses d'intérim pour le recrutement de personnels (chauffeurs)....

Par ailleurs, on constate aussi une augmentation importante des frais d'intérim pour le recrutement de personnel en remplacement des arrêts maladie de longue durée constatés en 2019.

L'augmentation des dotations aux amortissements (+53 892 €) concernant les investissements en véhicules et en matériels ;

Les charges de personnel (+32 193 €) ont augmenté là encore pour faire face aux charges exceptionnelles que la société a engagé pour préparer la mise en place du nouveau contrat pour la gestion des déchets de l'Agglomération sur un périmètre plus large au 1er janvier 2020 :

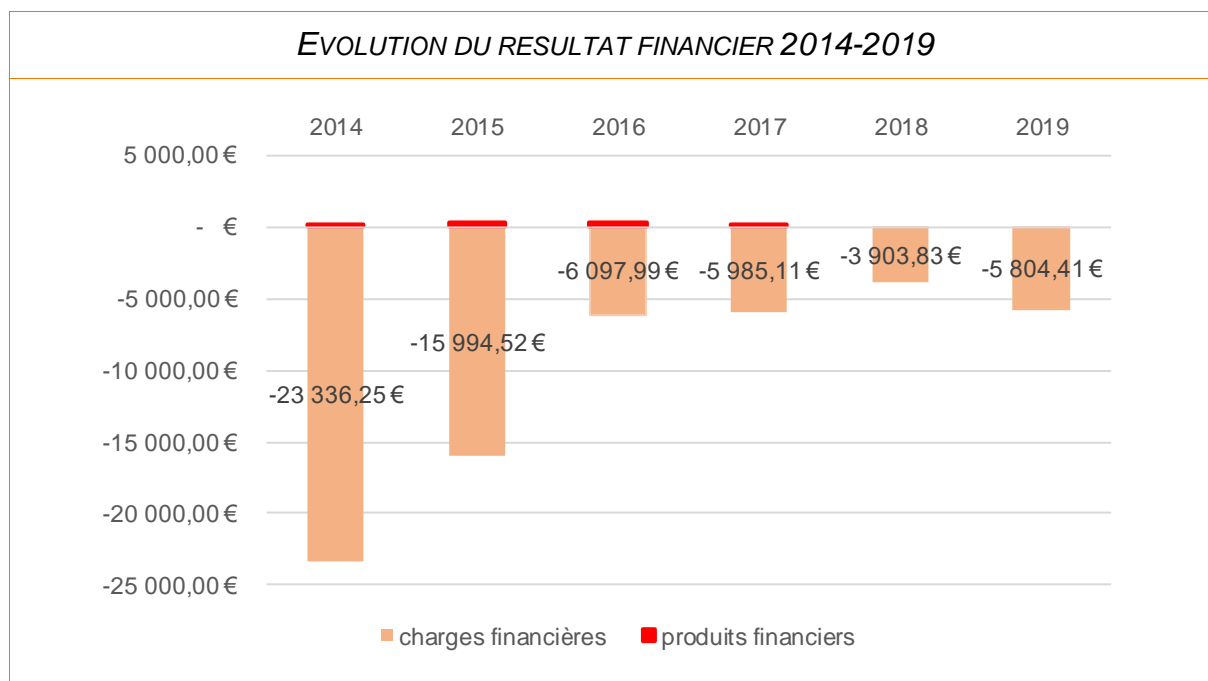
- recrutement d'une chargée de projet 2020 dès le 1^{er} avril 2019 ;
- recrutement d'un responsable d'exploitation pour le secteur Nord, d'un responsable déchèteries, de chauffeurs – équipiers de collecte dès le dernier trimestre 2019 pour assurer leur formation opérationnelle ;
- renforcement des fonctions support avec le recrutement d'un directeur administratif et financier.

3.2. LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

En 2019, le résultat exceptionnel est composé en majeure partie d'une reprise sur les amortissements dérogatoires. Celui-ci s'élève à 24 201,67 €.

3.3. LE RESULTAT FINANCIER

On constate un résultat financier négatif, du fait de l'absence de produits financiers et de l'existence d'intérêts d'emprunt.

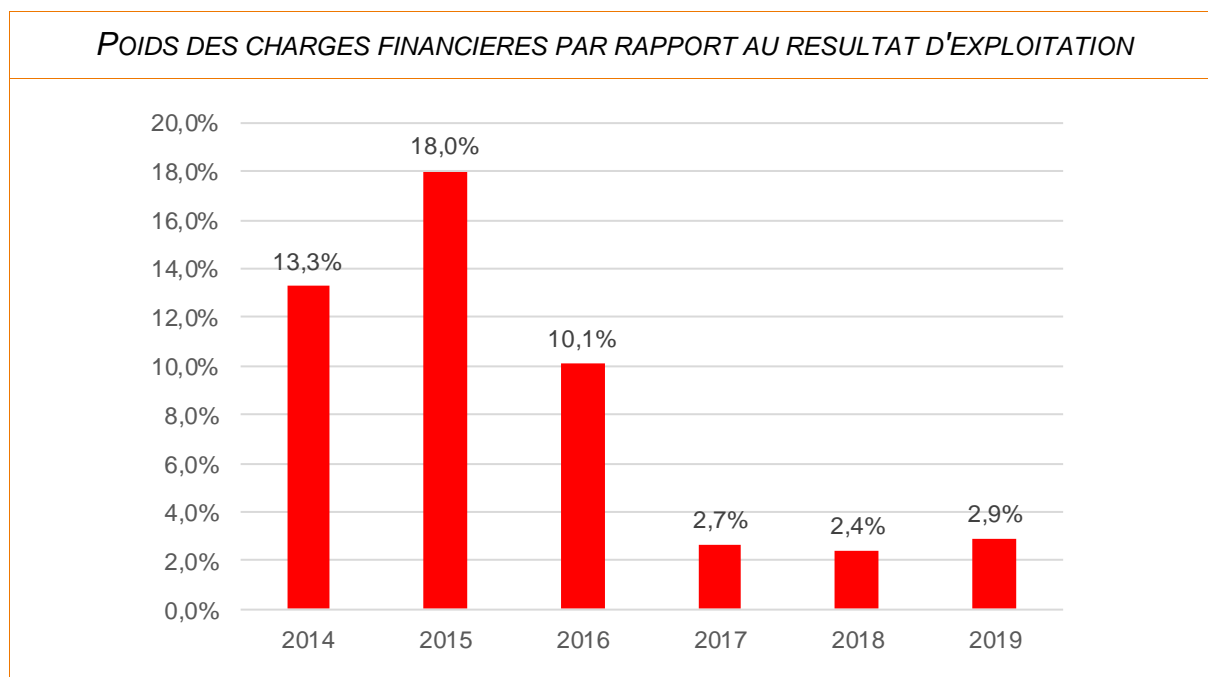


Le résultat financier s'est amélioré entre 2014 et 2018, du fait de l'épuration des dettes de la société (notamment apport en compte courant d'associé de la Communauté d'agglomération).

Par contre, celui-ci s'est à nouveau dégradé en 2019 car la structure a contracté de nouveaux emprunts en 2019 pour financer les investissements réalisés.

Le résultat financier s'élève en 2019 à – 5 804,41 €.

De même, on constate que le poids des charges financières sur le résultat d'exploitation est très faible, ce qui est positif.



4. LE CALCUL DE L'IMPOSITION DE LA SOCIETE

Montant de l'impôt dû au titre de l'exercice avant imputation de la réduction d'impôt	0 €
Montant de la réduction d'impôt mécénat	- 2 700 €
Montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	0 €
Total	- 2 700 €
Total créances Etat (inscrite dans l'actif au bilan)	214 261 €

On constate une nette baisse de l'imposition de la société en 2019.

En effet, la structure ne sera pas redevable de l'impôt sur la société du fait de la perte constatée en 2019.

Par ailleurs, il est important de préciser que le CICE disparaît en 2019. Il a été remplacé par une baisse des cotisations sociales pour les employeurs.

5. LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

En vue d'une analyse plus approfondie des chiffres que nous venons de vous présenter, nous avons souhaité vous préciser les principaux soldes intermédiaires de gestion, adaptés à l'analyse de l'activité de notre société.

5.1. LA VALEUR AJOUTEE PRODUITE

La valeur ajoutée se calcule en soustrayant du chiffre d'affaires et de la vente des marchandises, le coût des matières premières et des marchandises, de la sous-traitance, des autres achats et des charges externes.

On obtient une valeur ajoutée pour 2019 de **2 169 777 €**, soit 47 % du chiffre d'affaires. Elle est en baisse de 11% par rapport à 2018. Cela s'explique par l'augmentation des postes sous-traitance et charges externes comme expliqué précédemment.

5.2. L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

L'excédent brut d'exploitation (EBE), qui mesure la performance économique de notre société, c'est-à-dire celle que réalise sa seule exploitation, avant prise en compte de décisions « politiques » ou d'incidences fiscales qui n'affectent, elles, que le résultat final, est négatif en 2019 (**- 22 632 €**).

6. DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

La société a contracté en 2019 trois emprunts supplémentaires pour le financement :

- d'une benne à ordures ménagères GNV, pour un montant de 175 000 € ;
- de 3 bennes à ordures ménagères pour un montant de 480 000 € ;
- de la conteneurisation en bacs du secteur Nord pour un montant de 324 000 €.

Depuis sa création, la société a emprunté 2 067 509 € auprès des banques, pour le financement de son matériel. Le montant total de la dette inscrite au bilan au 31 décembre 2019 est de 1 446 728,20 € (montant multiplié par deux par rapport à 2018).

Un emprunt se termine en 2020 et quatre autres en 2022.

7. INFORMATIONS SUR LE SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS DE L'EXERCICE

Article D. 441 I, 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 A 30 JOURS	31 A 60 JOURS	61 A 90 JOURS	91 JOURS ET PLUS
Montant total TTC des factures concernées	294 509 €	821 022 €	9 600 €	0 €
Pourcentage du montant total TTC des achats de l'exercice	26 %	73%	1%	0%

Article D. 441 I, 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 A 30 JOURS	31 A 60 JOURS	61 A 90 JOURS	91 JOURS ET PLUS
Montant total TTC des factures concernées	480 690,09 €	27074,99 €	0 €	40 854,44 €
Pourcentage du montant total TTC des achats de l'exercice	9,26 %	0,52%	0%	0,79%

Distribution des dividendes : aucun dividende n'a été versé lors des 3 derniers exercices

CONCLUSION

Saumur Agglopropreté a été mandatée dès 2019 pour travailler sur la préparation de la mise en place du nouveau contrat de gestion des déchets avec l'Agglomération, au 1^{er} janvier 2020, dans un contexte d'élargissement du périmètre 2020.

Ce travail préparatoire a généré dès 2019 des charges exceptionnelles, des investissements substantiels, et un recours important à l'endettement, qui ont dégradé sensiblement les ratios bilantiels.

La perte de l'exercice 2019 s'élève à -178 078 €.

La dette auprès des établissements de crédit augmente du fait aux différents emprunts contractés en 2019 pour le financement des investissements (+105%) et dégrade les ratios liés à l'endettement :

- le taux d'endettement net (endettement net / capitaux propres) augmente fortement en 2019. Il s'élève à 88% contre un taux d'endettement net de 38% en 2018 ;
- le ratio Capitaux propres / endettement baisse à 54% (contre 141% en 2018) ;
- le ratio d'autonomie financière (Capitaux propres / Total du bilan) diminue à 21 % (contre 38% en 2018).

Toutefois, la structure financière de la société reste solide. Les capitaux propres de l'entreprise diminuent de 21 % en 2019, mais se maintiennent à un niveau confortable (787 634 € au 31 décembre 2019) grâce aux bénéfices accumulés lors des exercices précédents.

Cette structure financière solide a permis de préparer sereinement avec les services de l'Agglomération la mise en place du nouveau contrat pour le 1^{er} janvier 2020, en anticipant au maximum les actions à réaliser pour être opérationnel dès le 1^{er} janvier 2020 (investissements, organisation, communication...).

Une vigilance particulière sera portée en 2020 sur :

- l'équilibre budgétaire du nouveau contrat (le budget prévisionnel prévoit une hausse des charges à hauteur de 50% et un ajustement de la rémunération prévisionnelle de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à hauteur de 7 000 000 € HT)
- le niveau de trésorerie, qui sera impacté par les décaissements liés aux investissements, les décalages d'exploitation entre les décaissements et les encaissements liés à l'augmentation de l'activité.

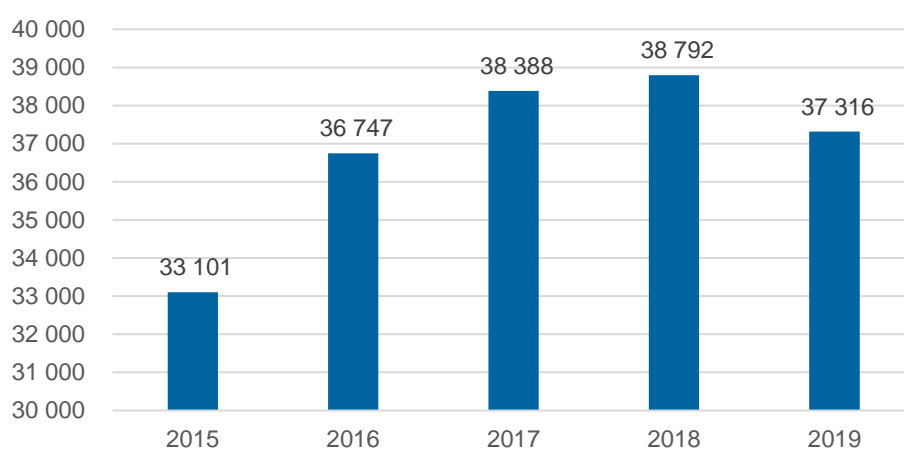
Partie 3. L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE

L'essentiel de l'activité de Saumur Agglopropreté en 2019 est lié à la mise en œuvre du contrat d'obligation de service public avec la Communauté d'agglomération. Ce contrat, prévu initialement pour une durée de 4 ans jusqu'au 31 décembre 2018, a été prolongé d'un an.

Les éléments ci-dessous présentent une vision synthétique de l'activité opérationnelle de l'année 2019. Pour plus de détail, il importe de se reporter au rapport d'activité de l'année 2019.

1. ELEMENTS DE SYNTHESE

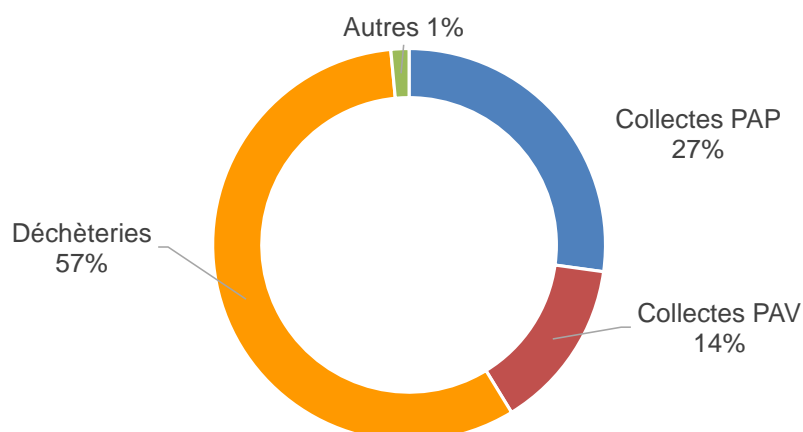
Quantité de déchets collectés (en tonnes)



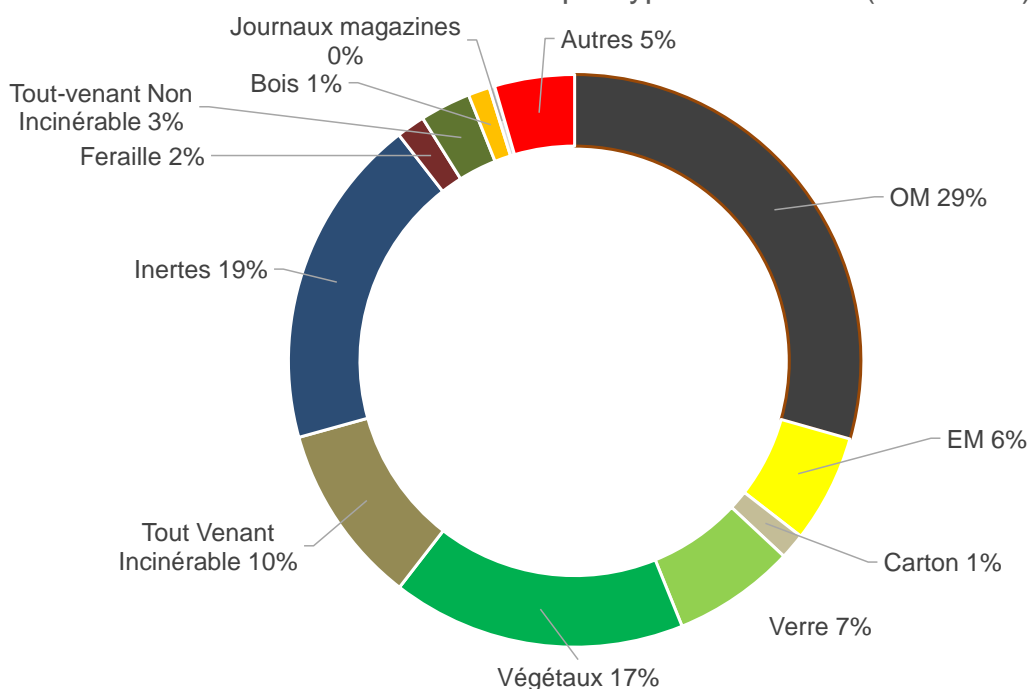
La quantité des déchets collectés (PAP + PAV + déchèteries) est en baisse de 3,8% entre 2019 et 2018.

Collectes PAP	10 143
Collectes PAV	5 254
Déchèteries	21 363
Autres	556
Total	37 316

Quantité de déchets collectés par type de collecte (en tonnes)



Quantité de déchets collectés par type de déchets (en tonnes)



Avec une population de 51 603 habitants, chaque usager a produit 723 kgs de déchets en 2019 (-6,8% par rapport à 2018).

Le coût annuel par usager de la gestion des déchets par la SPL est de 96,08 € HT en 2019 contre 92,22 € HT en 2018. L'augmentation de ce coût par usager trouve son origine dans les dépenses d'exploitation qui ont été engagées dès l'exercice 2019 pour préparer la mise en œuvre du nouveau périmètre d'activité de la société à partir du 1^{er} janvier 2020.

Le coût d'un kilo de déchet est de 0,133 € contre 0,119 € en 2018.

Les véhicules de la société ont parcouru, en 2019, 387 530 kms.
Ces déplacements ont généré

- une consommation de 167 940 litres de carburants, représentant la somme de 196 094 € HT ;
- des dépenses d'entretien qui s'élèvent à environ 160 000 € HT.

2. CERTIFICATION ET LABELLISATION

Une salariée a été formée en 2018 pour être responsable QSE. Elle a pour mission, en plus de la sécurité et de la gestion des ICPE qu'exploite la société, d'engager l'entreprise dans une démarche RSE, pour valoriser l'existant et développer de nouvelles actions.

En 2019, la société a continué son engagement dans le label Envol, en faveur de l'environnement. Un audit de renouvellement a eu lieu le 10 octobre 2019.

L'auditeur a confirmé que la démarche mise en œuvre au sein de Saumur Agglopropreté répond aux exigences du référentiel EnVol. Le label a été renouvelé.

L'audit a mis en avant l'engagement de la direction et de la responsable de l'animation environnement pour développer la démarche environnementale tant en interne qu'en externe, vis à vis

- d'abord de la population utilisatrice des installations (signalétique –accueil) ;
- mais aussi des écoles de Saumur (actions de sensibilisation à la gestion des déchets).

3. LES EVOLUTIONS DU CONTRAT D'OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC

Le contrat entre la société et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a été prolongé d'un an, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

La collectivité a aussi souhaité missionner la SPL par une délibération de février 2018 pour assurer l'animation et l'exploitation du service déchets ménagers et assimilés sur le territoire de l'agglomération à partir du 1^{er} janvier 2020.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a déterminé les niveaux de service souhaités ainsi que le mode de financement.

Durant l'année 2019, la SPL a travaillé sur son organisation interne et sur le calibrage de la prestation pour la collectivité et a fait des propositions techniques et organisationnelles à l'Agglomération pour atteindre ces niveaux de service.

Ce travail a nécessité une réflexion de fonds sur les moyens matériels et humains pour assurer une prestation de qualité dès le 1^{er} janvier 2020 :

- sur un territoire dont la surface couverte est en hausse de 119% et dont le nombre d'habitants collectés augmente de 62% ;
- en planifiant et en mettant en œuvre une harmonisation progressive des niveaux de service entre des territoires aux modes de fonctionnement différents ;
- sans multiplier les changements pour les habitants ;
- en assurant une bonne communication en amont pour les habitants.

Au printemps 2019, une chargée de projet a été recrutée pour mettre en œuvre ce travail. Les recrutements complémentaires ont été effectués durant l'été 2019.

De nombreux marchés ont également été lancés pour procéder à l'achat des matériels nécessaires (bennes à ordures, caissons pour les déchèteries, conteneurisation du secteur Nord...) mais aussi pour renouveler les marchés concernant les prestations de sous-traitance (transport et traitement des déchets).

Des rencontres avec toutes les communes intégrant le nouveau périmètre d'activité de la SPL ont été réalisées en septembre pour présenter la structure, caler la prestation et la communication auprès des usagers.

Au dernier trimestre 2019, 6 réunions publiques ont eu lieu sur le nouveau territoire et la SPL Saumur Agglopropreté a assuré, dès novembre 2019, une mission sur le territoire Nord de l'Agglomération avec la distribution de bacs sur les 12 communes.

La forme juridique du contrat a évolué. Il s'agit désormais d'un contrat de quasi-régie.

4. INSERTION ET TRAVAIL HANDICAPE

L'entreprise s'engage à recourir à de l'emploi d'insertion, en sous-traitance. Ainsi, la prestation de nettoyage des déchets déposés au pied des colonnes enterrées sur la ville de Saumur est déléguée au CAVA (ASEA 49) depuis juillet 2018 ; auparavant, elle était déléguée à la Régie de Quartiers du Saumurois.

Le marché de nettoyage des vêtements de travail a également été réservé en octobre 2019 aux entreprises sociales et solidaires. Il a été attribué à l'ADAPEI.

De même, elle fait appel à l'ISTA pour l'entretien des espaces verts des différents sites.

L'entreprise élabore également tous les ans un programme d'actions conjoint avec l'association ASPIRE, autour de plusieurs thématiques communes comme le réemploi, la réparation et la valorisation du textile. Ce partenariat donne lieu à un mécénat pour un certain nombre de projets portés par l'association. Elle travaille aussi en partenariat avec Emmaüs, pour les déchèteries ou divers événements comme la fête de la récup.

La SPL travaille aussi avec Aspire service sur des parcours professionnels, pour des besoins en personnel (conducteurs ou agents de déchèterie).

5. LE MECENAT

Conformément au souhait du conseil d'administration, Saumur Agglopropreté soutient tous les ans des associations qui s'engagent à ses côtés pour réduire les déchets et développer le tri et la valorisation.

Ainsi, en 2019, la société a soutenu :

- L'association Aspire pour l'ensemble de ses actions en faveur de la réduction et de la valorisation des déchets et notamment les actions sur les textiles, la réparation de vieux vélos et l'engagement dans une démarche zéro déchet en interne ;
- Le comité équestre pour l'ensemble des actions mises en place lors des différents événements pour réduire les déchets et encourager le public et les participants à trier ;
- L'association Saumur Loire Basket 49, pour l'ensemble de ses actions en faveur de la réduction des déchets dans son fonctionnement général et lors de ses événements.

6. EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

CONTENTIEUX AVEC LA SOCIETE PERFORMANCE ENVIRONNEMENT

La société Performance Environnement conteste le choix fait par la commission marché de la SPL Saumur Agglopropreté concernant la consultation 2019-11 de mise en balles des cartons.

Ce marché a été passé en procédure adaptée (MAPA), en 2 lots, pour une durée de 3 ans.

Le montant total du marché est estimé à 75 k€ HT.

3 candidats se sont positionnés. Nous avons retenu la société PASSENAUD.

La société Performance Environnement a tout d'abord saisi le Tribunal Administratif de Nantes via un référé précontractuel le 19/12/2019. Celui-ci a été rejeté car il est intervenu après la notification du marché.

Performance Environnement nous a également demandé les éléments d'analyse, que nous leur avons fourni.

Performance Environnement a formulé une requête de plein contentieux en contestation de la validité du marché. Cette requête a été enregistrée le 10 février 2020 par le Tribunal Administratif de Nantes et nous a été communiquée le 14 février 2020.

Performance Environnement réclame l'annulation du contrat ainsi qu'une somme de 3 000 € au titre de l'article L 761-1 du code de Justice Administrative, pour compenser les frais exposés.

La SPL Saumur Agglopropreté a présenté courant avril son mémoire en réponse à cette requête.

MISE EN PLACE DU CONTRAT 2020

Comme indiqué dans le paragraphe 3 de la partie 3, la SPL Saumur Agglopropreté exerce ses missions depuis le 1^{er} janvier 2020 dans le cadre d'un nouveau contrat de quasi-régie avec la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets et assimilés de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Ce contrat est conclu pour la période de 5 ans prorogeable d'une année supplémentaire à partir du 1^{er} janvier 2020, sur un périmètre élargi aux secteurs de Longué, Vernoil et Allonnes.

Ce contrat s'accompagne d'une évolution des modalités de gestion de la redevance spéciale.

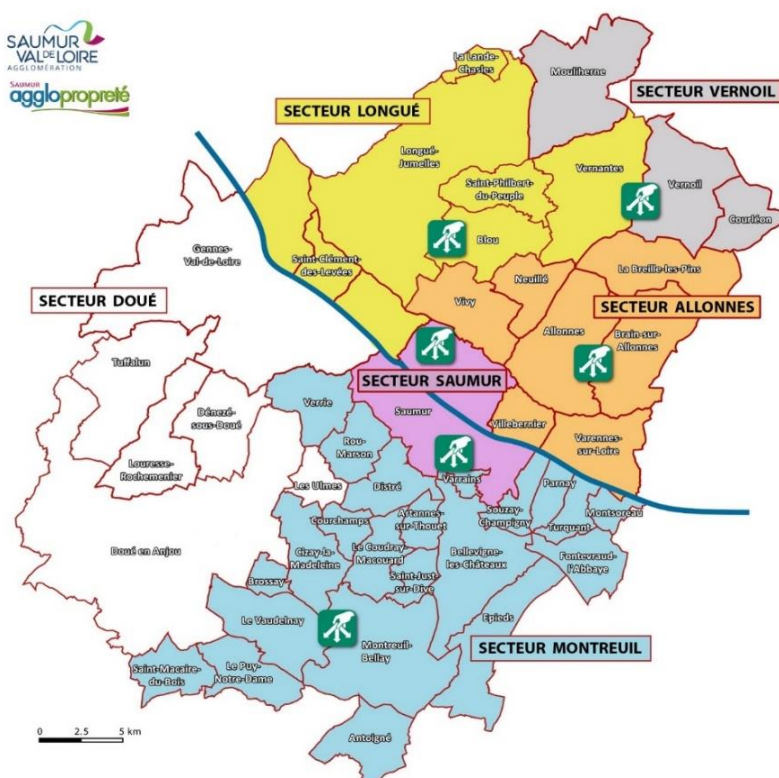
Par ailleurs, les enjeux financiers pour la SPL Saumur Agglopropreté évoluent significativement avec un budget prévisionnel en hausse de 50%.

Les principales évolutions concernent :

- la hausse des coûts de sous-traitance (augmentation des tonnages due à l'extension du territoire) ;
- hausse des charges de fournitures : augmentation de la consommation de carburant (superficie du territoire en hausse de 119%); changement des vêtements de travail ;
- hausse des charges externes : principalement due aux efforts de communication, au recours à l'intérim, à l'augmentation du coût des assurances et au coût d'entretien des véhicules ;
- hausse des charges de personnel avec le passage de 50 à 75 salariés ;
- hausse des amortissements liée aux investissements réalisés : achat de bennes à ordures ménagères, conteneurs, caissons de déchetterie, équipements divers (broyeur, nettoyeur haute pression,...).

CHARGES	Budget 2019 HT	Budget 2020 HT	Evolution
Achats de matières premières et autres approvisionnements	91 000 €	103 500 €	14%
Sous-traitance	1 215 200 €	1 905 500 €	57%
Fournitures	238 000 €	439 002 €	84%
Charges externes	762 700 €	1 231 447 €	61%
Impôts et taxes	28 650 €	29 000 €	1%
Charges de personnel	2 240 000 €	3 084 994 €	38%
Dotations aux Amortissements et provisions	192 500 €	365 387 €	90%
TOTAL CHARGES	4 768 050 €	7 158 831 €	50%

La rémunération prévisionnelle de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est fixée à 7 000 000 € HT.



Périmètre d'intervention de la SPL Saumur Agglopropreté au 1^{er} janvier 2020

Une vigilance particulière sera portée sur la trésorerie. En effet, l'accroissement de l'activité de la SPL Saumur Agglopropreté induit un besoin en trésorerie plus important :

- de nombreux investissements ont été nécessaires pour l'animation et l'exploitation du service déchets ménagers et assimilés sur le territoire de l'agglomération à partir du 1^{er} janvier 2020 ;
- les charges d'exploitation ont augmenté dès janvier ;
- un décalage est apparu entre les décaissements et les encaissements.

EPIDEMIE DE CORONAVIRUS, GESTION DE LA CRISE ET IMPACT POTENTIEL SUR LA SOCIETE

L'épidémie de coronavirus, qui affecte l'économie mondiale, a des répercussions sur les activités quotidiennes des ménages et des entreprises françaises, notamment depuis le confinement de la population au 17 mars 2020 décidé par les autorités.

La gestion des déchets fait partie des activités qui doivent continuer à fonctionner pendant la crise, selon des modalités adaptées. Saumur Agglopropreté a mis en place un plan de continuité d'activité qu'elle a activé.

Afin de respecter les règles de confinement, les déchetteries ont été fermées du 17 mars au 23 avril. Elles ont ensuite été réouvertes avec des modalités particulières (respect des règles de distanciation, désinfection, ...).

Les collectes en porte à porte des ordures ménagères ont été maintenues selon des conditions normales d'exploitation afin de répondre aux exigences de continuité du service public. Les collectes sélectives ont été stoppées entre le 20 mars et le 27 avril pour concentrer les moyens humains et matériel sur les ordures ménagères. Des colonnes d'apport volontaire ont été déployées début avril sur les communes du nord de l'agglomération pour palier l'arrêt de la collecte (une à deux colonnes par commune). Elles ont donné lieu à une collecte six jours sur sept jusqu'à la reprise de la collecte en porte à porte.

Les supports de communication ont été mis à jour très régulièrement en fonction de l'évolution du service (site internet, réseaux sociaux, presse, informations aux communes). Le standard téléphonique a été maintenu, en télétravail. La société reçoit entre 100 et 150 appels par jour d'utilisateurs qui veulent des renseignements sur le service.

De nombreux salariés travaillent depuis chez eux (télétravail). D'autres, pour qui le télétravail n'était pas possible, ont été mis en chômage technique. Ce sont essentiellement les personnes travaillant pour les déchèteries : agent d'accueil et chauffeurs en charge des rotations de caissons, mais aussi certaines chauffeurs en charge de la collecte sélective.

Les animations scolaires et grand public ont été stoppées.

L'épidémie aura également des conséquences sur la mise en place des prochains projets (report de quelques mois de la mise en place d'une collecte des emballages ménagers avec conteneurisation sur Saumur et le secteur Sud, organisation des formations du personnel....).

Enfin, concernant l'aspect financier, la crise sanitaire a actuellement un impact limité. Saumur Agglopropreté bénéficiera d'économies liées à la mise en chômage partiel d'une partie des équipes, d'une réduction de frais de sous-traitance liée à la paralysie de l'activité (mais qui devrait être compensées par une hausse les mois à venir quand les services reprennent) et à la réduction des frais de fonctionnement des véhicules (consommation de carburant, entretien). Néanmoins elle fait aussi face à des dépenses supplémentaires : surveillance des sites accrue (pour le clos bonnet les week-ends et au démarrage de la reprise des déchèteries), achat d'équipements de protection (masques, solution hydroalcoolique) achat d'ordinateurs pour certains salariés dans le cadre du télétravail. Le bilan financier réalisé en sortie de crise permettra d'avoir une vision complète de l'impact sur la société.